

ARMÉES D'AUJOURD'HUI

FORCES EN ACTION
**APPRENDRE
À SURVIVRE**



FOCUS DEFENSE
**TREMLIN
POUR LA VIE CIVILE**

M 01139 - 373 - F: 3,00 €



DOSSIER
**LE PATRIMOINE
MILITAIRE**

ARMÉES  **D'AUJOURD'HUI**

FORCES EN ACTION

- 4** Stage de survie, immersion totale
- 10** Solenzara
Cibles de choix pour Mirage
- 18** Portrait
- 20** Portfolio 14 Juillet
- 22** Les opérations en bref

**14** FORCES EN ACTION**Gabon, exercice au cœur de la ville**

Lors de la dernière manœuvre franco-gabonaise, les élèves sous-officiers gabonais ont endossé le rôle de rebelles prenant d'assaut la ville de Mouila tandis que les forces françaises les repoussaient...

ENJEUX

- 24** La France, partie prenante des enjeux stratégiques asiatiques

MODERNISATION

- 26** Compte individuel retraite
- 27** Brèves

**42** DOSSIER**À la rencontre du patrimoine**

La communauté militaire dispose d'un héritage culturel aussi riche que varié. Armées d'aujourd'hui vous présente quelques aspects de ce patrimoine.

FOCUS DEFENSE

- 28** Interview de Jean-Pierre Queneudec sur la convention de Montego Bay
- 32** Pean, le groupe aéronaval en pleine puissance
- 36** Reconversion
Un tremplin vers la vie civile
- 40** Repères

**60** DÉTOURS CULTURE**Cap sur les phares**

Aujourd'hui automatisés, les 150 phares français assurent toujours la signalisation des côtes. Le musée de la Marine, à Paris, rend actuellement hommage à ces sentinelles de la mer à travers une exposition.

DETOURS CULTURE

- 60** Cap sur les phares

PERSPECTIVES

- 64** Histoire

KIOSQUE

- 66** Sélection



ARMÉES D'AUJOURD'HUI. Directeur de la publication : Philippe Germain. Directeur de la rédaction : colonel (terre) Alban des Courtils. Chef du bureau de la rédaction : lieutenant-colonel (air) Bruno Cunat. Rédacteur en chef : lieutenant-colonel (terre) Philippe Dupas. Rédacteur en chef adjoint : capitaine (terre) Xave Gaspard (01 44 42 48 01). Conception graphique : Olivier Spadaccini. Secrétaire générale de rédaction : Sybille Prenel. Secrétariat de rédaction : Juliette Démoutiez, Yves Le Guludec. Chef des reportages : adjudant (air) Lionel Gioda (53 52). Rédaction : Carine Bobbera (48 07), enseigne de vaisseau Grégoire Chaumeil (40 04), Florent Corda, aspirant (Marine) Barthélémy Gruot, capitaine (terre) Anne-Lise Llouquet, Nelly Moussu (46 29). Prestations extérieures : Domitille Bertrand, Frédéric Charillon, enseigne de vaisseau Cynthia Glock, Jean-Claude Jaeger, Jean-Pierre Queneudec, Thierry Widemann. Service photo : adjudant-chef (air) Bruno Biasutto (47 44), CC1 (terre) Jean-Jacques Chatard (46 98). Service icono : Christophe Deyres (48 35), Carole Vennin (45 09). Chef de fabrication : Thierry Lepsch : 01 44 42 32 42. Photogravure : Open Graphic Media. Impression : Imaye Graphic. Routage : CRP. Commission paritaire n° 0211 B 05686. Dépôt légal : février 2003. Dicod - École militaire - 1, place Joffre - 75007 Paris. Abonnement payant (ECPAD) : 01 49 60 52 44. routage-abonnement@ecpad.fr. Diffusion - abonnement gratuit : sergent-chef (air) Céline Butaud : 01 44 42 40 07. celine.butaud@dicod.defense.gouv.fr; Contact publicité (ECPAD) : Christelle Touzet : 01 49 60 58 56/regie-publicitaire@ecpad.fr. Photo de couverture : Exercice de survie en mer organisé par le Cessan/C-G. Quillivic/Marine nationale

Stage de survie **Immersion totale**



Lors d'un crash en mer, un aéronef coule quasi immédiatement... Aussi, pour optimiser les chances de s'en sortir, il faut savoir s'extraire, maîtriser le matériel de survie et dominer le stress. Des gestes et techniques enseignés lors des stages du Centre d'entraînement à la survie et au sauvetage de l'aéronautique navale. Durant trois jours, les participants enchaînent exercices en simulateurs et entraînements en mer.



CHRISTIAN GEORGES QUILLIVIC

**Une torche éclairante
déclenchée pour
signaler leur présence,
les stagiaires nagent
imbriqués les uns
derrière les autres. Ils
ont ainsi plus d'énergie
pour avancer.**



CHRISTIAN GEORGES OUILIVIC

« La gestion du stress et la maîtrise de soi donnent une chance de survie. »

Ci-dessus : la cabine Mets 40 peut être configurée en cockpit ou cargo de NH90, d'Atlantique 2, de Lynx...

À gauche : exercice de retournement de canot de sauvetage en mer.

À droite : parmi les trois nouveaux simulateurs, un cockpit de Tigre.



PHOTOS: BENJAMIN RUPIN

Par une mer 3 et des vents de 100 km/heure, les stagiaires, vêtus de combinaisons étanches, d'un casque et d'un gilet de sauvetage, sont largués dans la rade de Brest au troisième jour du stage organisé par le Centre d'entraînement à la survie et au sauvetage de l'aéronautique navale (Cessan), sur la base aéronavale de Lanvéoc-Poulmic.

Quarante-huit heures plus tôt, la vingtaine de participants de l'armée de Terre et de l'armée de l'Air entamait la formation – en débutant ou en perfectionnement – destinée à s'extraire d'un aéronef en urgence. Au programme du premier jour : des conférences sur les effets physiques et psychiques d'un crash, l'utilisation du matériel de survie, la gestion de la soif... « *Sur 100 hélicoptères crashés en mer, 50 coulent immédiatement* », avertit le maître Mathieu Billard, plongeur-instructeur au Cessan. « *La gestion du stress est la priorité*, rappelle le capitaine de frégate Franck Glaize, directeur du centre. *La maîtrise de soi donne une chance de survie.* »

S'extraire en quelques secondes

Deuxième jour. Tous endossent leur équipement de vol pour un premier entraînement en bassin après un test d'apnée. Ils découvrent les trois nouvelles cabines, les « glouttes », dont le centre – qui dispense des stages à plus de 1200 personnes chaque année – dispose depuis janvier. Une première cabine, dédiée à la « chasse », peut être configurée en Mirage 2000 ou Rafale. La deuxième, en cockpit d'hélicoptère Tigre. La troisième, appelée Mets 40, en cockpit et cargo de plusieurs aéronefs : des portes et des sièges modulables transformant cette gloutte en NH90, Atlantique 2, Lynx, EC225, Hawkeye... « *Pendant trente ans, nous n'avons disposé que d'un simulateur chasse et d'un simulateur Lynx ! Aujourd'hui, nous sommes en adéquation avec les moyens réels des armées* », commente le capitaine de frégate Glaize.

Les élèves officiers de Tours sont les premiers à tester la cabine chasse. Un stagiaire se harnache à la place du pilote. Après l'immersion de la gloutte, la manœuvre ne dure que quelques secondes. « *J'ai appliqué à la lettre ce qu'on m'a enseigné : retirer le groin [masque à oxygène, NDLR], les visières, les sangles...* », confie l'élève officier Mathieu Crinon. Il a à peine le temps de reprendre son souffle qu'il retourne dans le simulateur pour un essai « à l'envers ». Ses camarades enchaînent les passages, puis c'est au tour des pilotes de Tigre. Lorsque l'on se retrouve retourné à 180 degrés sous l'eau, « *les références spatiales dans le cockpit sont* ■■■



« Dans l'eau, il n'y a plus de grade. Je me suis accroché à un capitaine et nous nous sommes tutoyés tout de suite. »

Ci-dessus et à droite : un pilote teste la cabine « chasse » qui peut être configurée en Mirage 2000 ou en Rafale. La manœuvre d'extraction ne dure que quelques secondes. Elle est ensuite effectuée avec la cabine positionnée à 180 degrés. Les gestes sont régulièrement répétés pour devenir des automatismes.

À gauche : un stagiaire hélicoptériste au-dessus du bassin se prépare à l'impact de l'eau, comme s'il amerrissait en parachute après s'être éjecté. Il est relié à son kit de survie qui contient le canot de sauvetage. À la fin du stage, le même exercice aura lieu en milieu naturel.





PHOTOS : CHRISTIAN GEORGES QUILLVIC

« **■ ■ ■** alors modifiées. Ainsi, les commandes de pilotage sont plus hautes qu'à l'accoutumée. On doit s'y adapter. Et le siège, qui s'enfonce, nous fait expirer, donc il faut bien gérer sa prise d'apnée », témoigne un pilote de l'armée de Terre.

Le personnel navigant acquiert ainsi des automatismes en fonction d'un aéronef précis, ce qui est déterminant pour trouver une poignée de porte.

« Si, en plein jour, les stagiaires peuvent se fier à leur vue, ils sont en revanche obligés d'appliquer nos procédures en conditions nocturnes », explique le maître Billard. Parmi les techniques conseillées, celle qui consiste à coller ses genoux vers l'extérieur et longer ses jambes avec ses mains pour arriver aux poignées d'éjection donne 100 % de réussite. « Même démarche pour les harnais, il ne faut pas aller au ceinturon, mais suivre les languettes, c'est plus sûr ! »

Le Mets 40 est à son tour immergé. Pilotes, mécaniciens et électroniciens prennent place dans l'appareil configuré en Puma. « Pensez à sortir en brasse sans utiliser les jambes, sinon vous allez assommer votre voisin ! » rappelle un instructeur. Un conseil qui s'adresse surtout aux membres de l'équipage situés dans le cargo, dont la sortie doit s'effectuer par la même porte, les uns après les autres, chacun chargé de son matériel de survie ! Un matériel qu'ils expérimentent le lendemain, loin du bassin...

Lèvres bleues, doigts engourdis

Retour dans la rade de Brest, l'eau ne fait qu'une dizaine de degrés, la pluie commence à tomber, les courants se renforcent. Appliquant la méthode *huddle* (se blottir en anglais) expliquée la veille, les hommes s'imbriquent les uns derrière les autres afin de donner plus de force à leurs mouvements. « Dans l'eau, il n'y a plus de grade. Moi, je me suis accroché à un capitaine et nous nous sommes tutoyés tout de suite, témoigne l'élève officier Crinon. Le formalisme s'efface temporairement devant l'efficacité. » Ils nagent jusqu'au canot de sauvetage de dix places et se hissent dans l'embarcation. Leurs lèvres sont bleues, leurs doigts engourdis, et pourtant ils retournent à l'eau ; un autre groupe doit expérimenter le canot. Au terme de la matinée, un hélicoptère vient les hélitreuiller sur quelques mètres. De retour au bassin du Cessan, épuisés et frigorifiés, les stagiaires ont encore à s'extraire d'une cabine amerie, les chasseurs doivent se détacher de leur parachute ouvert dans l'eau, et tous doivent tester une gloutte retournée en ambiance nocturne. Après cette dernière épreuve, ils regagnent leurs unités, harassés, mais confiants en leur aptitude à la survie en mer. ■

Un armurier installe
une cible acoustique
dans le conteneur
placé sous l'Alphajet.

L'escadron ciblerie de la base aérienne 126, en Corse, est responsable de la préparation des cibles air-air et de l'analyse des tirs. Associé aux Alphajet du 2/2 Côte-d'Or chargés de les tracter, il a joué un rôle important lors de la campagne de tirs des Mirage de l'escadron Île-de-France qui s'est déroulée du 28 mai au 8 juin.

PAR BARTHÉLEMY GRUOT / PHOTOS : JEAN-JACQUES CHATARD / DICOD

Solenzara

Cibles de choix pour



Mirage



« Pour valider une passe de tir, le pilote doit mettre 2 obus de 30 mm sur 20 à moins de 6 mètres de l'objectif. »

Ci-dessus : l'un des trois Alphajet de l'escadron 2/2 Côte-d'Or chargés de tracter les cibles acoustiques se dirige vers la zone D-67 où auront lieu les tirs.

Au centre : préparation d'une TAC 100. Constituée d'un panneau textile à 4 faces de 7 mètres de long, cette cible en forme de fusée est équipée d'un micro et d'un émetteur. Elle sera tractée par un filin de 500 mètres.

Ci-contre : au retour de mission, un mécanicien procède aux mesures de sécurité d'armement avant le retour du Mirage 2000 C de l'escadron 2/5 Île-de-France sur son parking. Pendant cette campagne de tirs, 19 avions du 2/5 ont été déployés en Corse.





Dans un fracas assourdissant et des relents de kérosène brûlé, deux Mirage 2000 C de l'escadron de chasse 2/5 Île-de-France décollent de la base aérienne 126 de Solenzara, sur la côte est de la Corse. Ils font partie des 19 avions de chasse de la base d'Orange déployés ici durant deux semaines pour mener des campagnes de tirs. Cap à l'ouest pour le duo de chasseurs, direction la zone D-67, un périmètre bien délimité situé à une quarantaine de kilomètres de la côte dans lequel aéronefs et bateaux sont interdits. Deux minutes auparavant, un Alphajet quittait le tarmac de la BA 126, portant sous son ventre une cible que le petit monde de la chasse appelle communément la «biroute». Dotée d'un micro, cette cible acoustique capte le sifflement des obus dans l'air et détermine leur distance de passage. *«Trois Alphajet de l'escadron 2/2 Côte-d'Or ainsi que six pilotes et une vingtaine de personnes ont été détachés de la BA 102 de Dijon pour cette campagne de tirs, indique le capitaine Troy, pilote. Lorsque nous avons la cible sous l'avion, les paramètres au décollage sont analogues à ceux d'un vol avec réservoirs ou pod canon sous le fuselage. Ensuite, lorsque nous tractons la biroute, la prise au vent influe sur certaines manœuvres.»* Avant que l'Alphajet ne prenne l'air, les quarante hommes de l'escadron ciblerie se sont activés pendant plus d'une heure autour de l'engin pour procéder au «biroutage».

Une minutieuse préparation des cibles

Unique en son genre, cette unité de la base de Solenzara est spécialement chargée de la préparation des cibles. L'équipe a installé une TAC 100 sur l'appareil. *«Il s'agit d'un panneau de textile de 7 mètres de long, à 4 faces, en forme de fusée, équipé d'un micro et d'un émetteur, et tracté au bout d'un filin de 500 mètres. Pendant la phase de décollage et de mise en place, l'ensemble est stocké dans un conteneur placé sous l'Alphajet, précise le major Osmanski, adjoint au commandant de l'escadron. Pour préparer une biroute, nous conditionnons d'abord le tétraplan et des cordages dans le conteneur, autrement dit le grand filet à l'arrière.»* Quant au système acoustique, il est installé dans l'atelier radio. *«Afin d'éviter tout problème, nous changeons le micro, la batterie et l'antenne après chaque retour»,* explique le sergent Vidal. Une fois l'assemblage réalisé, les armuriers chargent la cible minutieusement préparée dans le conteneur situé sous l'avion tandis que les mécaniciens procèdent à un dernier tour de l'avion. L'Alphajet est maintenant dans l'espace de

tir. *«Une fois dans les airs, nous décrivons un grand cercle. Les Mirage entrent dans ce périmètre pour venir acquérir la cible au radar»,* ajoute le capitaine Troy.

Après quatre minutes de vol, les deux Mirage voient l'objectif apparaître sur leur scope, puis il se matérialise visuellement aux pilotes. Les chasseurs tiennent leur proie. Un coup de pouce efface la sécurité d'armement. Sélecteur sur 1200 coups/minute. Une première rafale part. Au sol, deux contrôleurs de la cellule tir de l'escadron ciblerie analysent les résultats en salle de restitution *«Le micro placé sur la TAC 100 capte le sifflement des obus, ce qui permet de déterminer dans quel périmètre de la cible – 6, 10 ou 15 mètres – ils sont passés. Pour valider une passe de tir, le pilote doit mettre deux obus de 30 mm sur vingt à moins de six mètres. On considère que c'est ce qu'il faut pour abattre un aéronef, précise le capitaine Guillas, pilote sur Mirage. Avant et après chaque vol, les pilotes sont briefés. Au retour, nous utilisons les enregistrements vidéo de l'appareil. Cela permet de pouvoir rectifier certaines erreurs.»*

20000 obus d'entraînement

Sur zone, le ballet rotatif entre la cible et trois patrouilles successives de deux Mirage dure une heure. Les paniers d'obus sont vides. Consommation : 240 coups par avion. Chasseurs et gibier regagnent la base. Mais, pour les pilotes d'Alphajet, la mission n'est pas terminée : *«Avant de nous poser, nous devons lâcher la cible, qui pèse une quarantaine de kilos, dans un bac à sable en bout de piste»,* indique le capitaine Troy. Puis les armuriers la récupèrent, l'examinent et déterminent s'il convient de la remettre en état ou si, trop abîmée par les impacts, elle n'est plus réutilisable. *«Les campagnes de tirs permettent aux pilotes de s'aguerrir aux méthodes de tir aérien qu'ils pourraient appliquer en situation de combat ou dans le cadre de leur mission de police du ciel. Mission que nous assurons 24 heures sur 24 à partir de la base aérienne 115, située à Orange»,* explique le lieutenant-colonel Brunetta, commandant de l'escadron 2/5 Île-de-France. D'où l'importance du rôle de l'escadron ciblerie et des équipages tournants du 2/2 Côte-d'Or *«De jour en jour, nous voyons nettement la progression des jeunes pilotes»,* se félicite ce dernier. En dix jours de campagne, les aéronefs de la BA 115 ont délivré plus de 20000 obus d'entraînement et l'ensemble des pilotes a pu se qualifier ou confirmer son statut de pilote opérationnel. Le ciel français est bien gardé. ■

FORCES EN ACTION

Gabon

Exercice au cœur de la



La dernière manœuvre de coopération franco-gabonaise s'est déroulée en juin à Mouila, à 450 kilomètres de Libreville. Durant trois jours, les élèves sous-officiers gabonais ont endossé le rôle de rebelles prenant d'assaut la ville tandis que les forces françaises tentaient de les repousser et de protéger la population.

PAR ANNE-LISE LLOUQUET / PHOTOS : BRUNO BIASUTTO / DICOD

A photograph of two soldiers in camouflage uniforms and helmets, equipped with large backpacks and rifles. One soldier is kneeling in the foreground, looking directly at the camera, while the other stands behind him, looking to the side. They are positioned in front of a red wall and a corrugated metal structure. The word 'ville' is written in large white letters on the left side of the image.

ville

Sous le regard des
habitants de Mouila,
les hommes du 6^e BIMA
traquent les rebelles.



« Cet exercice est une aubaine. Nous en profitons pour éprouver nos techniques d'infiltration, de reconnaissance et de combat d'infanterie. »

Ci-dessus : les soldats des Forces françaises au Gabon débarquent de deux Transall C-160 pour participer à l'exercice opérationnel.

En haut, à droite : caché aux abords du centre-ville, un rebelle s'apprête à forcer les lignes françaises.

Au centre : des miliciens tentent de provoquer une émeute. Les soldats français négocient pendant plus d'une heure pour faire revenir le calme.

En bas, à droite : armés de Famas, les insurgés ont pénétré dans la ville. Dans des conditions très proches de la réalité, le combat en zone urbaine est engagé.

Ci-contre : un blessé est évacué par VLRA. Le médecin militaire du bataillon encadre cette phase d'instruction aux premiers secours.





Mouila, 20 000 habitants. Cette petite ville située à 450 kilomètres à l'est de Libreville, au Gabon, est cernée depuis plusieurs jours par les rebelles Baguemou. Violente et armée, cette milice constituée de plusieurs dizaines d'hommes très déterminés cherche à s'emparer de la paisible cité. Sur l'aéroport désaffecté, dans une chaleur moite, les soldats des Forces françaises au Gabon (FFG), stationnés à Libreville, débarquent de deux Transall C-160 afin de protéger la population. « Cet exercice opérationnel en vue d'intervenir, si besoin, dans la région, en coopération avec les soldats gabonais, a lieu tous les trimestres environ », explique le colonel Paravisini, chef de corps du 6^e bataillon d'infanterie de marine (6^e BIMa), l'unité de l'armée de Terre qui arme les FFG. Durant trois jours, les élèves gabonais de l'École nationale des sous-officiers d'active de l'armée de Terre, installée à Mouila, et les militaires du 6^e BIMa se sont affrontés lors de plusieurs phases d'entraînement afin de faire travailler les militaires des deux pays dans des configurations différentes, de jour comme de nuit. Pour cet exercice, les élèves gabonais jouent les rebelles, dont la mission est de prendre la ville et de repousser les soldats français. Armés de Famas, cachés dans les hautes herbes aux abords du centre-ville, les jeunes soldats gabonais sont très concentrés. Leur objectif : percer les lignes françaises. « Cet exercice est une aubaine pour nos stagiaires. Nous en profitons pour éprouver nos techniques d'infiltration, de reconnaissance et de combat d'infanterie. C'est très instructif de travailler avec les forces françaises », se réjouit le lieutenant Romaric, chef de section gabonais à l'école des sous-officiers.

Premiers soins au blessé

En plein cœur de la ville, sous un soleil de plomb, des tirs résonnent. Postés au coin des rues, dans des cours de maisons, Français et Gabonais se jaugent à distance, sous le regard médusé des habitants. On assiste à du combat en zone urbaine dans des conditions extrêmement proches de la réalité. Dans une ruelle, un soldat français hurle : « Homme à terre, homme à terre ! » Le dispositif se réorganise selon les ordres du chef de groupe : « Vous deux, postez-vous ici et gardez à distance l'ennemi. Les deux autres, prenez en compte le blessé ! » Cet « incident » mis en scène par le poste de commandement fait partie intégrante de la réalité du terrain. Le médecin militaire du bataillon encadre cette phase d'instruction aux premiers secours pendant les combats. Le jeune caporal

chargé de donner les premiers soins au blessé perd un peu ses moyens, en proie au stress : « Je constate une blessure par balle au pied droit... Une autre à l'abdomen, il respire... Il est conscient... » Impatient, son équipier rend compte à la radio pour préparer l'évacuation. Enfin, quarante minutes plus tard, le blessé est évacué par VLRA sanitaire (véhicule léger de reconnaissance et d'appui). « C'est un peu laborieux aujourd'hui, mais c'est à ça que servent nos entraînements, constate le "doc". Si les soldats ne pratiquent pas sur le terrain, en conditions réelles, ils ne prennent pas conscience de leurs erreurs, de leur manque de réactivité parfois. C'est constructif pour eux ! »

Négocier pour éviter l'émeute

À quelques encablures de là, une partie des rebelles, pugnaces, ont réussi à s'approcher du pont qui réunit les rives de la rivière Ngounie qui traverse la ville. Les forces françaises, pourtant en supériorité numérique, se sont fait déborder. L'infiltration des miliciens pour atteindre l'autre côté de la cité est prévue dans la nuit, en toute discrétion... Au même moment, un autre groupe d'une vingtaine d'insurgés bloque l'un des axes principaux de Mouila. « Dans ce scénario, il s'agit d'entraîner nos hommes à la négociation en cas d'émeute, afin d'apaiser les tensions et de ne pas avoir à faire usage de la force. Les élèves gabonais remplissent à merveille leur rôle de manifestants », précise le capitaine Travaillot, adjoint au chef des opérations sur l'exercice. Cris, chants, manifestations de colère, palabres, rien n'est épargné aux militaires des FFG. Il faudra à la section plus d'une heure de négociation pour faire revenir le calme et disperser les manifestants sans heurts. De retour à l'École nationale des sous-officiers, les élèves gabonais sont épuisés, mais satisfaits de l'exercice. « D'habitude, lorsque nous nous entraînons avec les FFG, c'est à la fois du côté ennemi et ami. Cette fois, faute d'élèves disponibles, nous avons joué uniquement les rebelles. Et cela s'est révélé très instructif tactiquement et physiquement. Nous avons besoin de ce drill pour progresser dans nos techniques de combat », note le lieutenant Romaric. À l'issue de ces trois jours, élèves gabonais et soldats du 6^e BIMa ont debriefé l'exercice. Symbole d'une coopération réussie pour les deux pays, l'exercice Mouila a fédéré les militaires et les autorités locales pour lesquels ces échanges sont nécessaires dans le cadre du renforcement des forces armées gabonaises et des pays d'Afrique centrale, parties prenantes dans les opérations de maintien de la paix dans la région. ■

Aide-soignante à l'hôpital d'instruction des armées Desgenettes de Lyon, Bernadette Chouteau est passionnée par son métier, qu'elle exerce depuis 1992, et par la vie militaire. Pour retrouver plus souvent «le terrain», elle a ajouté le grimage à ses compétences.

Pleins fards sur une grimeuse

« **M**ets ta fausse plaie en mousse et je te rajouterai du sang ! », lance Bernadette Chouteau, piochant dans sa mallette de maquillage pour grimer Christophe en blessé de guerre. Avec quelques collègues de l'hôpital d'instruction des armées Desgenettes, ils participaient en mai dernier au stage Médichos de Chamonix. Une formation pour laquelle les aides-soignants jouent les figurants au profit des médecins et des infirmiers qui s'entraînent à traiter des patients en milieu hostile. « Comme pour réaliser un film, nous disposons de sang artificiel, de fards de toutes les couleurs, de gel "effet cloque", de liquide "effet sueur"... », énumère Bernadette, Bernie pour les intimes.

Cette aide-soignante de classe exceptionnelle est entrée au Service de santé des armées par vocation au début des années 1990. Ensuite, par curiosité surtout, elle a ajouté le grimage à ses compétences en 2007. « Je côtoyais des grimeurs dans mon service, et ils m'ont invitée à suivre leur formation au Centre d'instruction aux techniques de réanimation de l'avant (Citera) de Lyon. J'y ai appris des procédés de cinéma : par exemple matérialiser une peau cyanosée avec quatre teintes de fards, réaliser une plaie frontale grâce à du latex séché ou encore utiliser du savon beige pour simuler un os brisé ! »

Cette nouvelle activité passionne Bernadette. Elle lui permet « de se rendre plus souvent sur le terrain, de sortir du milieu hospitalier » de Desgenettes où elle exerce depuis 1992. À cette époque,

elle est volontaire pour effectuer son service militaire en tant qu'aide-soignante avant de s'engager comme civile de la Défense. Son statut évolue une nouvelle fois en 1998 : elle est recrutée comme militaire infirmier technicien des hôpitaux des armées. Elle compte aujourd'hui à son actif cinq années au service réanimation et douze aux urgences. « Tout le monde la connaît, commente l'une de ses collègues. Elle est une référence parce qu'elle a beaucoup d'expérience et une autorité naturelle. »

Rompue au terrain, Bernadette est partie plusieurs fois en mission, à Djibouti et en

à tour de rôle le grimeur tentant d'illustrer d'authentiques blessures grâce au maquillage, puis le grimé. L'équipe a souvent utilisé des prothèses, comme une guêtre peinte, pour simuler un bras brûlé. « C'est moins réaliste, mais nécessaire lorsque plusieurs stagiaires doivent s'entraîner alors que nous sommes immobilisés. Le maquillage est parfait pour le premier qui passe, mais il se dégrade au fur et à mesure et le dernier ne comprend plus rien aux blessures ! » Lors de ces stages, Bernadette adapte sa technique en fonction du temps imparti sur le terrain et du climat. Le grimage n'existe

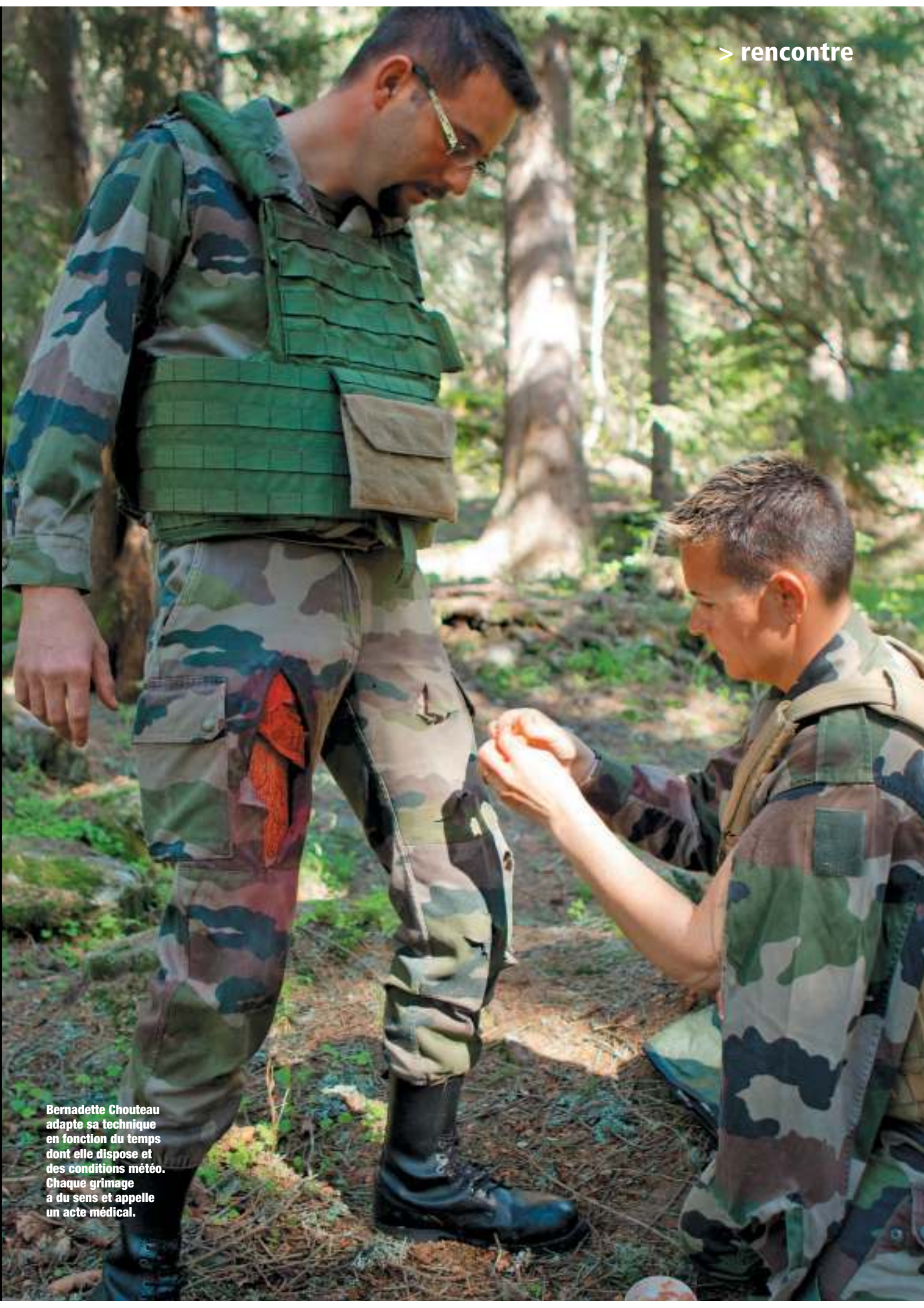


« Comme pour réaliser un film, nous disposons de sang artificiel, de fards de toutes les couleurs, de gel "effet cloque", de liquide "effet sueur". »

Côte-d'Ivoire. « Lorsqu'on est projeté, on a plus de responsabilités et des gestes plus techniques nous sont autorisés. Pour nous, aides-soignants, c'est valorisant. » Le grimage est un moyen de retrouver « le contact avec les unités, le treillis qu'on ne porte que dans ces occasions. Bref, la vie de militaire ! » De l'École de santé des armées de Lyon-Bron aux entraînements du camp de La Valbonne en passant par les stages Médichos organisés par le Citera de Lyon, Bernadette joue également les blessés dès que l'occasion se présente. Lors du Médichos de Chamonix, auquel elle a participé avec d'autres aides-soignants, elle a joué comme les autres

que depuis quelques années. Auparavant, un panneau indiquait la pathologie du figurant. Aujourd'hui, il permet au médecin ou à l'infirmier de chercher de quoi souffre le « patient ». Chaque grimage a du sens et appelle un acte médical. « Et lorsque nous endossons le rôle du blessé, comme nous connaissons les pathologies simulées, nous pouvons réagir en fonction du traitement administré, devenir très calme ou nous mettre à hurler », ajoute Bernadette. Un jeu d'actrice qu'elle apprécie, mais dans l'intérêt de l'équipe médicale. Car en dehors des entraînements, elle laisse aller son naturel enjoué et chaleureux. Sans fard.

Nelly Moussu



Bernadette Chouteau adapte sa technique en fonction du temps dont elle dispose et des conditions météo. Chaque grimage a du sens et appelle un acte médical.

REPORTAGE





RÉMI CONNAN/DICOD



BORIS HORVAT/AFP IMAGEFORUM

1 - Ouverture

Les troupes motorisées, motocyclistes en tête, ouvrent le défilé du 14 Juillet.

2 - Aérien

Vue d'un ravitailleur C-135 en vol: deux Rafale et deux Mirage F1 CR survolent l'Arc de triomphe.

3 - Tous pour un

Avant de défiler, les élèves officiers des écoles du Service de santé des armées jouent du sabre.

4 - Préparation

Derniers ajustements de tenue pour l'escadrille des sous-marins nucléaires d'attaque.

5 - Générations

Des bigors du 1^{er} régiment d'artillerie de marine discutent médailles avec un ancien combattant de Bir-Hakeim.



JEAN-JACQUES CHATAUD/DICOD



JEAN-JACQUES CHATAUD/DICOD



JEAN-JACQUES CHATAUD/DICOD

07/08 AFGHANISTAN UN MILITAIRE TUÉ DANS UN ACCROCHAGE

Le major Franck Bouzet du 13^e bataillon de chasseurs alpins de Chambéry a été mortellement blessé lors d'un accrochage dans la vallée de Kapisa, en Afghanistan. Engagé dans une équipe de conseillers militaires français, il participait à une opération de sécurisation en appui de l'armée nationale afghane (ANA) quand il a été touché par le tir d'un insurgé, tout comme l'un de ses camarades et un militaire de l'ANA. Transporté à l'hôpital de Kaboul, il a succombé à ses blessures. Présidée par le chef de l'État, François Hollande, une cérémonie d'hommage national a eu lieu, le 11 août, à Varcès,



dans l'enceinte du 7^e bataillon de chasseurs alpins. Étaient également présents, lors de cette commémoration, le ministre de la Défense, Jean-Yves Le Drian, et le chef d'état-major de l'armée de Terre, le général d'armée Bertrand Ract-Madoux. Le major Franck Bouzet a été élevé

au grade supérieur à titre posthume et fait chevalier de la Légion d'honneur par le président de la République. La veille, lors d'un hommage rendu aux Invalides, le major Franck Bouzet a été décoré de la croix de la Valeur militaire. Il était âgé de 45 ans et père de trois enfants.

31/07 TCHAD LE COLONEL LAURENT RATAUD PREND LA TÊTE D'ÉPERVIER

Nommé à la tête de la force Épervier, le colonel (Air) Laurent Rataud a pris le commandement des Éléments français au Tchad (EFT). La passation a eu lieu lors d'une cérémonie officielle qui s'est déroulée sur la base aérienne 172 SGC Adjï Kosséï. Le colonel Rataud succède au colonel Bernard Oursel à la tête de ce dispositif interarmées de près de 1 000 hommes.



11/07 GUYANE DORLIN SÉCURISÉ PAR LA GENDARMERIE ET LES FORCES ARMÉES EN GUYANE

Après l'embuscade du 27 juin au cours de laquelle deux militaires ont trouvé la mort, la gendarmerie et les Forces armées en Guyane (FAG) ont sécurisé sans encombre la zone d'orpaillage clandestin de Dorlin, en Guyane, qui s'étend sur 32 km² au cœur de l'Amazonie. Deux jours avant le lancement de l'intervention baptisée Alatale Nui, 170 gendarmes et militaires s'étaient regroupés sur la base opérationnelle avancée de Maripasoula, base du 9^e régiment d'infanterie de marine (9^{RI}Ma). Le jour J, l'action a débuté à 14h50 et s'est terminée, sans affrontement, le soir même. Très vite après



le déclenchement de l'opération, les patrouilles se sont étendues autour des 70 puits creusés par les orpailleurs clandestins.

Le lendemain, lors de sa venue sur le site, le général de division aérienne Bernard Metz, commandant supérieur des

FAG, accompagné du préfet de Guyane, Denis Labbé, a indiqué que le site de Dorlin avait été sécurisé « sans tirer un coup de feu ».

19-22/07 INDE MANŒUVRES AÉRONAVALS



Des manœuvres aéronavales franco-indiennes baptisées Varuna 2012 ont eu lieu dans les eaux méditerranéennes. Côté indien, le destroyer lance-missiles *Mumbai*, les frégates *Trishul* et *Gomati* et le pétrolier ravitailleur *Aditya* ont été déployés. La France a quant à elle engagé dans cet exercice les frégates *Surcouf* et *Montcalm*, l'avisos *Commandant Birot* et le bâtiment de commandement et de ravitaillement *Var*. Les premières manœuvres aéronavales franco-indiennes datent de 1998. Depuis, les deux nations tentent de les mener alternativement dans l'un des deux pays chaque année. Ces exercices communs permettent d'améliorer l'interopérabilité des deux marines tant au niveau technique qu'opérationnel.

09/08 JORDANIE UN GROUPEMENT MÉDICO-CHIRURGICAL DÉPLOYÉ

Chargé d'apporter une aide d'urgence aux victimes des combats en Syrie, un groupement médico-chirurgical (GMC) français a été déployé en Jordanie. Basé au camp de Zaatari, ce GMC a effectué ses premières interventions chirurgicales le 18 août. Composé d'une cinquantaine de spécialistes, notamment issus du Service de santé des armées (SSA), ce GMC est constitué d'un poste médical et d'une antenne chirurgicale. Le bloc opératoire ainsi mis en place est à même d'effectuer une dizaine



d'interventions par jour et la cellule d'hospitalisation offre une capacité d'accueil d'une vingtaine de lits. Sous l'égide des autorités jordaniennes, les militaires français coordonnent leur action avec certaines agences

spécialisées de l'ONU telles que l'UNHCR et l'Unicef ainsi qu'avec diverses ONG et des représentants d'autres nations. L'antenne dispose d'une vaste expérience des théâtres d'opérations, notamment au Tchad.

23/07 CORSE DES PLAISANCIERS SECOURUS PAR UN SUPER PUMA

Un Super Puma de l'escadron d'hélicoptères 1/44, de la base aérienne de Solenzara, en Corse, est venu au secours des trois équipiers d'un voilier en détresse au large de Propriano. En 40 minutes, l'hélicoptère de l'armée de l'Air dédié à la recherche et au sauvetage était sur les lieux. Hélicitreuillés puis pris en charge par l'équipe médicale à



bord du Super Puma, les naufragés ont ensuite été déposés au Centre régional opérationnel

de surveillance et de sauvetage en Méditerranée situé à Aspretto, près d'Ajaccio.

06/08 ATALANTE FIN DU COMMANDEMENT FRANÇAIS APRÈS UNE PÉRIODE DE 4 MOIS



Le contre-amiral Jean-Baptiste Dupuis a transmis le commandement de la force européenne Atalante à son homologue italien, le contre-amiral Enrico Credendino, lors d'une cérémonie à bord de la *Marne*, navire amiral de la task force 465. À la tête d'Atalante depuis le 7 avril, le contre-amiral

Dupuis dirigeait, avec son état-major, l'opération de lutte contre la piraterie au large de la Somalie. Pendant ces quatre mois, sept bâtiments français ont participé à l'opération. La contribution nationale à cette force européenne s'élève à 270 jours de mer, près de 200 heures de vol de patrouilles maritimes et 465 sorties d'hélicoptères.

Frédéric Charillon, professeur des universités en science politique, directeur de l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire (Irssem)

La France, partie prenante des enjeux stratégiques asiatiques

En juillet 2008, le Livre blanc sur la Défense et la Sécurité nationale mentionnait, dans son chapitre 2, un « arc de crise de l'Atlantique à l'océan Indien ». Quatre ans plus tard, en juin dernier, le nouveau ministre français de la Défense, Jean-Yves Le Drian, se rendait au Shangri-La Dialogue pour y évoquer un nouvel engagement asiatique, et qualifier l'Asie-Pacifique d'« environnement de sécurité » pour la France. À l'heure où débutent les travaux en vue de la rédaction d'un nouveau Livre blanc, la situation de cette région ouvre la voie à deux séries de questions. La première porte sur le rapport possible à la nouvelle Asie, telle qu'elle semble émerger des rééquilibres récents. La seconde touche à l'évolution des concepts stratégiques que cette nouvelle donne asiatique nous impose de reconsidérer. Avec quels atouts ?

Le paysage stratégique asiatique diffère largement des prédictions formulées après la fin de la guerre froide. Là où l'on attendait un face-à-face Inde-Chine relativement fermé et accompagné d'un déclin de la présence américaine, on trouve un système régional hétérogène animé par des acteurs nombreux et préoccupés par l'émergence possible d'un « G2 » sino-américain, sur fond de compétition entre forums régionaux pour l'accès aux opportunités de la globalisation. Ainsi l'Asean (*Association of Southeast Asian Nations*), l'Asean+3, l'Asem (*Asia Europe Meeting*), l'ARF (*Asean Regional Forum*), l'Apec (*Asia Pacific Economic Cooperation*), l'EAS (*East Asia Summit*), l'ACD (*Asia Cooperation Dialogue*), le *Bali Democracy Forum* et d'autres encore, se superposent-ils pour faire de la région Asie-Pacifique l'une des zones les plus multilatérales, fluides et dynamiques de la planète.

Un nouveau sous-système régional semble donc se mettre en place en Asie, caractérisé par au moins trois singularités. En premier lieu, la compétition croissante entre la Chine et les États-Unis prend les allures d'une nouvelle bipolarité, curieusement limitée à cette aire géographique puisqu'on ne la retrouve nulle part ailleurs avec le même pouvoir structurant (ni au Moyen-Orient ni même en Afrique par exemple). Plutôt qu'à une nouvelle guerre froide, nous assistons donc à une repolarisation partielle des rapports de force, qui ne touche pour l'heure que la sphère d'influence d'une seule puissance : la Chine.

Deuxième spécificité, la montée en puissance chinoise s'est imposée comme la problématique centrale de cette zone, au point de devenir le paramètre dominant des autres tensions existantes (Corée du Nord-Corée du Sud, Corée-



Lors du Shangri-La Dialogue, rendez-vous international sur la sécurité en Asie qui s'est tenu à Singapour en juin, le ministre français de la Défense, Jean-Yves Le Drian, a qualifié l'Asie-Pacifique d'« environnement de sécurité » pour notre pays.

Japon, Russie-Japon...) et de perturber les lignes de partage traditionnelles (comme le clivage démocraties-régimes autoritaires), en générant des recompositions surprenantes (à l'image du rapprochement Vietnam-États-Unis). Enfin, ces rapports de force interétatiques sont doublés de défis transnationaux : terrorisme, piraterie, mais aussi développement des liens commerciaux et culturels indépendamment des politiques menées par les États. Autant de défis qui réclament un dialogue international large, lequel ne peut se réduire au seul « G2 ».

L'analyse stratégique à l'épreuve de la nouvelle Asie

Cette situation nouvelle impose une révision de nos grilles de lecture stratégiques et pose la question d'un rôle possible de la France dans cette configuration régionale géographiquement lointaine.

Première touchée par l'impératif de révision conceptuelle, la notion d'« environnement stratégique » n'inclut plus uniquement le voisinage immédiat. Si un pays comme la France garde naturellement des intérêts plus marqués en Méditerranée ou en Afrique, l'Asie-Pacifique n'est pas pour autant à reléguer dans un cercle de préoccupations secondaires. Elle est à la fois, pour l'Europe, une source d'interaction constante (pour des raisons économiques et commerciales évidentes), un levier possible pour agir sur des dossiers plus rapprochés (la collaboration de la Chine sur la question du nucléaire iranien sera essentielle) et, pour la France, une zone de présence et d'intérêts puisqu'elle compte parmi les puissances du Pacifique Sud (Nouvelle-Calédonie, Wallis-et-Futuna, Polynésie française) comme d'ailleurs de l'océan Indien (Réunion, Mayotte). Dans ces « extrêmes stratégiques », la cohabitation avec Pékin pourrait d'ailleurs se compliquer, compte tenu de l'intérêt de ce dernier pour les ressources de la région, et de son activisme jusque dans les micro-États sud-pacifiques (à la fois pour empêcher la reconnaissance de Taïwan et pour barrer la route à un siège permanent japonais au Conseil de sécurité). Zone porteuse d'échanges économiques et de rapports de force politiques

à la fois, l'Asie est devenue incontournable pour les intérêts d'une puissance globale. Il convient donc, dans la définition et la formulation de nos intérêts, de découpler désormais environnement stratégique et proximité géographique. Deuxième révision utile : celle d'une grammaire internationale qui avait pour habitude de classer les États sur une échelle ami-ennemi. En cela, la guerre froide avait vu le triomphe de la

région qui semble consacrer une définition matérielle de la force fondée sur l'espace, la démographie, le nombre de divisions ou la taille de l'économie, l'Hexagone paraît loin et, sur certains points, démunie. La France demeure pourtant une puissance navale dans un espace marqué par la mer et par les défis transnationaux, une puissance diplomatique et économique dans un espace de multilatéralisme régional,



OLIVIER RAVENEL/SIRPA-AIR

Un Casa CN 235 des forces armées de Nouvelle-Calédonie. Avec cette collectivité ainsi que celles de Polynésie française et de Wallis-et-Futuna, la France compte parmi les puissances du Pacifique Sud.

vision schmittienne du politique (Carl Schmitt, *La Notion de politique*, 1932), lorsque le monde était divisé en alliés et adversaires. Mais ce classement est réfuté aujourd'hui. Les puissances occidentales se refusent officiellement à voir dans la Chine autre chose qu'un partenaire à engager, préférant, pour évoquer les menaces régionales, opérer un « détour » par la Corée du Nord, plutôt que de s'en prendre à la politique étrangère chinoise. La Chine refusant, de son côté, d'admettre des ambitions autres que pacifiques, et rejetant sur les États-Unis le soupçon d'un retour à des logiques de guerre froide.

La France devra, avec ses partenaires européens, résoudre cet autre dilemme qui fait de l'Asie à la fois une zone d'opportunités pour une bonne gouvernance mondiale, mais également une zone productrice de menaces (cyberattaques ou prolifération) et de pratiques politiques parfois incompatibles avec ses valeurs. Dernier ajustement nécessaire : celui du concept de puissance. Dans une

une puissance culturelle qui peut contribuer à la norme et au droit. C'est précisément la combinaison de ces différentes dimensions – une puissance politique, économique et culturelle pouvant s'appuyer sur une capacité militaire reconnue – qui conditionne désormais l'exercice de l'influence. À condition de militer pour cette dernière lecture moderne de la puissance, et de contribuer à engager les acteurs régionaux dans une pratique collective et concrète d'un certain nombre de valeurs, la France aura donc les moyens de tenir un rôle dans la région, aux côtés d'ailleurs d'autres démocraties appelées pour certaines à jouer un rôle global croissant (de l'Inde au Japon en passant par la Corée du Sud). L'Asie-Pacifique s'est déjà invitée dans l'environnement de sécurité de la France : à la France de faire de même dans l'environnement de sécurité de l'Asie-Pacifique. ■

Les propos de cette rubrique n'engagent que leur auteur

Compte individuel retraite : mode d'emploi

Le nouveau dispositif du compte individuel retraite s'inscrit dans une démarche de modernisation du service à l'usage des agents, futurs retraités de la Défense.

Dans le cadre de la prochaine mise en œuvre de la réforme de la gestion des retraites, les pensions de retraite seront liquidées automatiquement par le service des retraites de l'État à partir d'informations personnelles délivrées par les administrés. Cette nouveauté suppose que tous les comptes aient été complétés et fiabilisés.

Les nombreuses informations servant au calcul de votre retraite sont dorénavant centralisées dans un compte individuel retraite (CIR) ouvert à votre nom.

Ce dispositif, qui s'inscrit dans une optique de modernisation de l'appareil administratif de l'État, est l'une des conséquences directes du développement du numérique. L'objectif affiché est certes de réaliser des gains de productivité importants, mais surtout d'améliorer le service rendu aux agents en leur apportant une information de qualité dans le domaine des retraites.

Actualiser son CIR est donc essentiel. C'est pourquoi la sous-direction des pensions de La Rochelle a entamé, en avril, une vaste campagne de mise à jour des CIR des militaires et des fonctionnaires. Les contractuels, les ouvriers de l'État et le personnel de la Marine ne sont, eux, pas concernés par ce dispositif.



Des imprimés sont à votre disposition sur le site Internet de la Défense.

La fiabilisation des CIR des personnels de la Marine nationale étant effectuée depuis quelques années, les marins ne recevront pas ces documents à corriger, mais ils les verront

apparaître sur le « coin du marin » (réseau Intramar) en octobre.

Que devez-vous faire ?

Vous avez déjà reçu ou allez recevoir un formulaire ren-

seigné. Il vous faut alors vérifier et éventuellement compléter ou rectifier les informations mentionnées en joignant, dans certains cas, des documents justificatifs. Dès que vous aurez fait parvenir le formulaire rectifié ou complété à la sous-direction des pensions, les données seront recueillies, contrôlées et saisies dans la base informatisée des pensions.

La mise en place de ce dispositif est complexe. Certains d'entre vous ont reçu des documents qui comportent des erreurs ou des omissions. Afin de vous aider à les corriger, des outils sont à votre disposition pour répondre à vos interrogations et à vos demandes de précisions. Vous pouvez ainsi utiliser la ligne téléphonique dédiée aux CIR ou contacter la sous-direction des pensions via la boîte mail mise à disposition. ■

SGA

Démarches et infos

Si vous souhaitez des informations complémentaires

- Par téléphone : 05 46 50 22 42. Des opérateurs répondent à toutes vos questions de 8 heures à 11 h 30 et de 13 heures à 16 h 30 du lundi au jeudi. De 8 heures à 11 h 30 et de 13 heures à 16 heures le vendredi.
- Par mail : droitinforetraite@sga.defense.gouv.fr.
- Sur intradef (<http://portail.sga.defense.gouv.fr/espace-ministeriel-rh/>) et Internet (www.defense.gouv.fr/sga/le-sga-a-votre-service/retraite).

Des rubriques sont consacrées au CIR : foire aux questions, liste des justificatifs requis, notice d'information, imprimés vierges à compléter et à transmettre si vous n'avez pas reçu de document.

Dates limites de retour des formulaires fiabilisés

Pour les fonctionnaires, les militaires de l'armée de l'Air et les gendarmes : le 1^{er} octobre.

Pour les militaires de l'armée de Terre : le 31 octobre.

• Soit par courrier à l'adresse suivante :

Ministère de la Défense, SGA/DRHMD/ Sous-direction des pensions CIR,
5, place de Verdun, 17016 La Rochelle Cedex 1.

• Soit par mail : droitinforetraite@sga.defense.gouv.fr

PARTENARIAT

Convention entre le SSA et l'Anap



Le 27 juillet, le directeur central du Service de santé des armées (SSA) a signé une convention avec l'Agence nationale d'appui à la performance des établissements de santé et médico-sociaux

(Anap). Cet accord, d'une durée de cinq ans tacitement reconductible, s'inscrit dans la démarche de rapprochement du SSA avec les structures de la santé publique. Le programme de travail consistera à participer aux actions de formation de l'Anap, à des transferts de méthodes et d'outils de performance, de systèmes d'information et de prise en charge ambulatoire.

OUTIL INTERACTIF

Commission sur le Livre blanc

Présidée par Jean-Marie Guéhenno, la commission chargée de l'élaboration du nouveau Livre blanc sur la Défense et la sécurité nationale s'est réunie le 26 juillet. Ce comité, qui associe des parlementaires, des autorités ministérielles, un représentant du gouvernement allemand et un représentant du Royaume-Uni, rendra ses conclusions à la fin de l'année pour une présentation début 2013.

Pour connaître les lignes directrices fixées par l'Élysée, consultez le site Intradef du SGA : <http://modernisations.sga.defense.gouv.fr>. Par ailleurs, une plate-forme interactive permettant au personnel du ministère de s'informer et de participer aux travaux par le biais de contributions est en ligne sur la page d'accueil du portail Intradef du ministère.



RÉFORME

Rapport du Sénat sur la mise en œuvre des bases de défense

Au mois de juillet, la commission des Affaires étrangères et de la Défense du Sénat a fait le point sur la réforme des bases de défense (BdD). Après avoir évoqué les princi-

pales réussites de celle-ci, la Chambre haute s'est exprimée sur l'opportunité d'élargir le champ d'action et l'autorité des commandants de bases de défense, notamment dans le domaine budgétaire, pour leur permettre d'optimiser localement l'emploi des ressources. Le rapport évoque également des domaines d'études prioritaires comme la révision du périmètre budgétaire des BdD ou la simplification des procédures.

REDYNAMISATION

Restructurations dans l'Oise



Le 13 juillet dernier, en présence du délégué à l'accompagnement des restructurations de la Défense, Senlis, dans l'Oise, a signé un plan local de redynamisation de site (PLR) permettant de compenser le départ du 41^e régiment de transmissions en 2009. Un PLR avait déjà été signé dans le département, en faveur de Compiègne, le 1^{er} juillet 2010.

TECHNOLOGIE



Développement de panneaux solaires mimétiques

La Direction générale de l'armement a passé un contrat avec la PME Disasolar pour le développement de panneaux solaires mimétiques souples destinés à des applications militaires. Capables d'épouser la forme et la couleur de leur environnement à des fins de camouflage, ils auront vocation à assurer plus d'autonomie aux équipements électroniques et de communications d'unités en opération.

RESSOURCES HUMAINES

Publication du bilan social 2011

Conformément aux objectifs issus du Livre blanc et de la réforme du ministère, la politique des ressources humaines a poursuivi son évolution, comme en témoigne la publication du bilan social 2011. Ainsi, l'an dernier, la Défense comptait 296 493 personnels militaires et civils, soit une diminution de 2,9% des effectifs par rapport à 2010. Cette publication – dont un extrait est joint à ce numéro – met également en lumière les principales actions conduites par le ministère en faveur de la condition du personnel (renovation du dialogue social, réforme des retraites, aide à la reconversion, etc.) Consultation et téléchargement : <http://defense.gouv.fr/sga>



Jean-Pierre Queneudec, président de l'Académie de marine, professeur émérite de l'université Panthéon-Sorbonne (Paris 1) et arbitre international pour les différends relatifs à l'application et à l'interprétation de la convention des Nations unies sur le droit de la mer.

«*Montego Bay a consacré la liberté de*

À qui appartient la mer? Pour tenter de répondre à cette question, la convention des Nations unies sur le droit de la mer a établi un découpage de l'espace maritime lors du rendez-vous de Montego Bay (Jamaïque), en 1982. Ce cadre juridique conjugue le principe immuable de liberté de circulation en mer avec les velléités d'appropriation étatique des espaces maritimes. La convention de Montego Bay fait la différence entre les eaux internationales et celles relevant de la souveraineté d'un État. Ces tracés invisibles ont aujourd'hui trente ans. Mais, en dépit de ce compromis, revendications et différends entre pays se multiplient, remettant notamment en cause la liberté de mouvement des marines militaires.

Que doit-on retenir aujourd'hui de la convention de Montego Bay?

Il s'agit d'abord d'un texte à portée universelle. Pour la première fois, un traité international régit l'ensemble des espaces maritimes et la totalité des activités dans le milieu marin. Il constitue le texte de référence pour toutes les nations de la planète. Comme tout traité international, il n'oblige juridiquement que les 162 États qui l'ont ratifié, mais les pays ne l'ayant pas ratifié, comme les États-Unis, ne manquent pas d'y faire fréquemment référence.

Pourquoi la question de la délimitation maritime entre États est-elle sensible et inachevée?

Ce sujet a pris une ampleur particulière à la suite de la convention de Montego Bay parce que celle-ci a consacré la possibilité pour les États côtiers d'étendre les espaces maritimes placés sous leur souveraineté ou sous leur juridiction nationale. Cela a pour effet de multiplier le nombre et la taille des frontières maritimes à établir entre les pays dont les côtes sont adjacentes ou se font face, surtout si l'on tient compte du fait que toute côte, continentale ou insulaire,



La frégate *La Fayette* avec un destroyer et un ravitailleur chinois en 2007.

Interview

mouvement des marines de guerre »

génère des droits sur la mer. Cette question de délimitation est d'autant plus sensible qu'elle met en jeu à la fois la sécurité des nations intéressées et la maîtrise économique des ressources, qu'il s'agisse de ressources biologiques marines ou de sources d'énergie offshore. C'est aussi un point délicat parce que les règles de délimitation mentionnées dans la convention de Montego Bay sont loin d'être précises et rigoureuses, notamment en ce qui concerne la délimitation des zones économiques et des plateaux continentaux ; elles ont fort heureusement été complétées et précisées par la vingtaine de sentences rendues par des arbitres et des juges internationaux au cours des dernières années, en particulier par la jurisprudence de la Cour internationale de justice. Sur un total d'environ 300 frontières maritimes à établir dans le monde, à peu près la moitié seulement a été fixée, soit par un accord de délimitation entre les États concernés, soit par une décision rendue par un tribunal international. Cette question est donc loin d'être résolue.

Les revendications de contrôle accru des espaces maritimes par un nombre croissant d'États entraînent de nouvelles contraintes pour les marines militaires dont la liberté de déploiement est un atout stratégique...

Certains États côtiers ne se sont pas contentés d'étendre leurs espaces maritimes nationaux, comme le leur permet la convention de Montego Bay, ils ont aussi prétendu y exercer un contrôle accru en allant au-delà, voire à l'encontre de ce que reconnaît la convention. Ainsi en est-il de ceux qui prétendent soumettre à autorisation ou notification préalable le passage des navires de guerre étrangers dans leurs eaux territoriales, bien que la convention considère ce passage comme étant de droit dès lors qu'il est inoffensif. De même en est-il de ceux qui considèrent que des manœuvres navales de flottes militaires étrangères ne sont pas permises à l'intérieur de leur zone économique exclusive, alors que le droit de procéder à des exercices et des manœuvres fait traditionnellement ■■■

■ ■ ■ partie intégrante de la liberté de navigation, qui est formellement reconnue aux navires étrangers dans une zone économique exclusive. Les marines de guerre des grandes puissances maritimes ne sauraient se soumettre à des exigences qui apparaissent comme contraires aux dispositions de la convention et doivent en conséquence trouver les voies et moyens d'affirmer dans leur pratique les droits et libertés que leur reconnaît le droit international. Leur liberté de mouvement en dépend ; car accepter aujourd'hui la remise en cause du droit de passage inoffensif dans une mer territoriale ou de la liberté de navigation dans la zone économique, c'est s'exposer à voir contester, demain, le principe du

ce texte résident, d'une part, dans la reconnaissance d'espaces maritimes nationaux étendus et, d'autre part, dans l'institution de la zone internationale des grands fonds marins. On ne saurait donc imputer à ce principe les difficultés que rencontrent aujourd'hui les États pour faire face à de nouvelles menaces. Ces difficultés proviennent d'abord de l'évolution et du perfectionnement des moyens mis en œuvre par les auteurs d'actes de piraterie, d'actions terroristes ou de trafics illicites. Elles résultent ensuite, en ce qui concerne notamment la lutte contre le trafic de drogue ou de migrants, non du principe de libre navigation lui-même, mais de l'application de son corollaire qui est l'impossibilité pour

un État de contrôler en haute mer l'activité des navires ne battant pas son pavillon national. C'est sans doute sur ce point que des progrès pourraient être réalisés, mais ils ne peuvent l'être qu'au moyen de nouveaux instruments juridiques internationaux qui viendraient compléter la convention de Montego Bay.

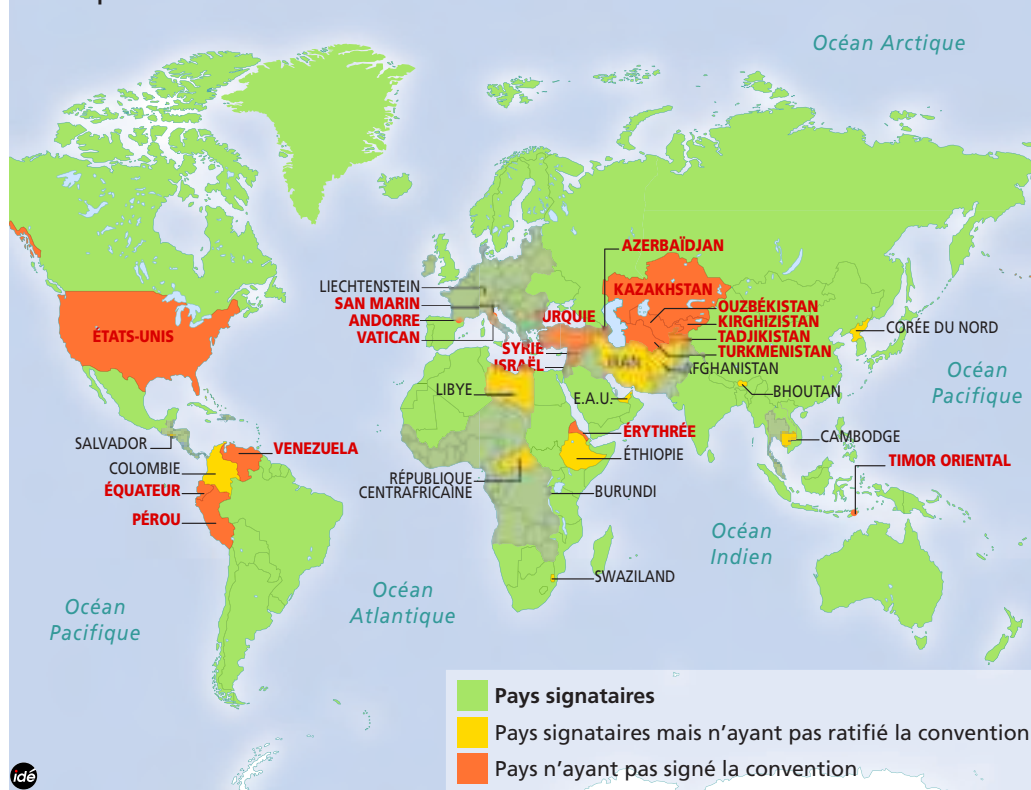
Quelles sont les perspectives d'évolution de la convention ?

Trente ans après son adoption, la convention demeure d'actualité parce qu'elle a été conçue comme une sorte de constitution mondiale des océans traitant de tous les aspects de l'utilisation et de la protection du milieu marin. Sans doute comporte-t-elle quelques insuffisances ou lacunes,

eu égard aux évolutions qui se sont produites depuis 1982 ; mais elle pourrait être utilement complétée par des accords particuliers portant sur tel ou tel point, comme cela s'est déjà fait avec les divers accords régionaux relatifs à la lutte contre les trafics illicites par voie maritime ou concernant la prévention de la pollution. Cela tient aussi à son caractère de « convention-parapluie » (*umbrella treaty*), qui énonce un certain nombre de principes généraux et de règles fondamentales qui peuvent ensuite faire l'objet de dispositions plus détaillées dans des accords internationaux qui seraient soit consacrés à une question particulière (par exemple, la pose et l'entretien des câbles et pipelines sous-marins), soit limités dans leur application à un espace ou une région particulière. ■

Propos recueillis par Grégoire Chaumeil

Les États parties à la convention de Montego Bay en septembre 2012



libre passage en transit dans les détroits internationaux. Or la liberté de mouvement des marines militaires est l'un des éléments essentiels sur lequel s'est bâti l'équilibre du régime juridique des mers et des océans que la convention de Montego Bay a entendu mettre sur pied.

N'est-ce pas parce que le principe de liberté de navigation a été prépondérant lors du rendez-vous de Montego Bay que les puissances maritimes sont aujourd'hui démunies face à de nouvelles menaces comme la piraterie, les actions terroristes et les trafics ?

Si le principe de liberté de la navigation a été consacré par la convention de Montego Bay, il ne représente toutefois qu'un des éléments de l'équilibre qui a présidé à son adoption. Les autres notions sur lesquelles repose

ARMÉES  **D'AUJOURD'HUI**



Pean

LE GROUPE AÉRONAVAL

Lutte antiaérienne, antinavire et anti-sous-marine, missions multinationales... Lors de sa période d'entraînement de l'aéronautique navale, le GAN a entretenu son niveau de préparation opérationnelle.

Après huit mois de remise en condition opérationnelle, le *Charles-de-Gaulle* retrouvait la mer le 30 mai pour participer à la période d'entraînement de l'aéronautique navale (Pean), l'entraînement de haut niveau du groupe aéronaval (GAN). Objectif de cette manœuvre de six semaines : entretenir le niveau de préparation opérationnelle de ses unités : le porte-avions et son groupe aérien embarqué (GAE) – neuf Rafale Marine, neuf Super Étendard modernisés, deux Hawkeye –, la frégate de défense aérienne *Forbin* et la frégate anti-sous-marine *Montcalm*, le pétrolier ravitailleur *Meuse* et un sous-marin nucléaire d'attaque. Car, pour permettre au porte-avions de projeter ses aéronefs sur des missions de reconnaissance, d'appui et d'attaque en toute sécurité, il faut lui assurer une bulle de protection dans les airs, en surface et sous la mer. Il faut aussi coordonner tous les mouvements conduits simultanément dans ces trois dimensions. Pour cela, l'état-major du GAN – soixante-quinze personnes embarquées sur le porte-avions – a piloté une série d'exercices, selon un rythme et une difficulté croissants. Au fil ■■■



SÉBASTIEN CHENAL/MARINE NATIONALE



Du 30 mai
au 6 juillet, le
porte-avions
Charles-de-Gaulle
et l'ensemble du
Groupe aéronaval
(GAN) ont conduit
des manœuvres en
Méditerranée et
dans l'Atlantique.

J. GUIVARCH/MARINE NATIONALE



S. CHENAL/MARINE NATIONALE



S. CHENAL/MARINE NATIONALE



« EN PLEINE PUISSANCE



L'état-major du GAN, embarqué sur le Charles-de-Gaulle, a piloté l'ensemble des exercices.



■ ■ ■ d'un parcours les menant de Méditerranée en Atlantique, les unités ont opéré, tout d'abord entre elles, puis en interarmées, en multinational pour finir. Le déploiement s'est ouvert sur les qualifications à l'appontage de sept nouveaux pilotes. Une manœuvre délicate qu'ils ont longuement répétée à terre avant de se lancer sur les 75 mètres de la piste d'appontage du Charles-de-Gaulle. Le porte-avions et ses frégates ont aussi

« Fournir une force à la mer et une capacité de projection n'importe où dans le monde. »

été évalués : le *Montcalm* s'est qualifié dans la lutte anti-sous-marine, le *Forbin* et le *Charles-de-Gaulle* dans celle antinavire. Avaries, alertes missiles ou attaques asymétriques... des cas non conformes étaient simulés pour pousser les commandants dans leurs retranchements et les inciter à utiliser tous les moyens à leur disposition pour poursuivre la mission.

Au large de Perpignan, le GAN a ensuite mené pendant quatre jours des missions en soutien d'un vaste exercice aéroterrestre, Mojito. Les pilotes appuyaient le déploiement de 700 parachutistes de la 11^e brigade parachutiste engagés dans une opération d'évacuation de ressortissants. Guidés par des contrôleurs tactiques qui leur désignaient des objectifs, ils intervenaient pour ralentir l'avancée sur le terrain des forces ennemies. La phase finale incluait l'éjection – simulée – de deux pilotes en zone hostile. À bord du Charles-de-Gaulle était embarqué un groupe de récupération et de sauvetage au combat de l'armée de l'Air et ses hélicoptères. « L'ensemble de cette manœuvre d'appui a permis de mettre à profit

le retour d'expérience des opérations en Afghanistan et en Libye, explique le contre-amiral Philippe Coindreau, commandant le GAN. Au vu des engagements actuels, il est essentiel pour nous tous de renforcer l'interopérabilité et la connaissance mutuelle. »

Puis, cap sur l'Espagne pour des missions avec des avions de chasse Eurofighter et un sous-marin espagnols afin de travailler les procédures et les tactiques Otan. En Atlantique, après le passage de Gibraltar, deux frégates marocaines ont intégré le GAN pendant cinq jours et les avions du GAE se sont entraînés au-dessus du royaume chérifien. « Nous partageons avec le Maroc de nombreux intérêts stratégiques, notamment en mer, poursuit l'amiral Coindreau. La coopération avec les forces armées royales du Maroc est donc intéressante. Fait notable, le *Montcalm* et le *Forbin* ont participé, le 27 juin, au large du Maroc, à une opération de saisie de drogue, en coopération avec les frégates des forces armées royales du Maroc. »

Sur le chemin du retour, le Charles-de-Gaulle a croisé son équivalent américain, l'*USS Dwight D. Eisenhower*. Les deux forces alliées ont profité de cette rencontre pour effectuer des tests d'interopérabilité des systèmes de catapultage-appontage. Les entraînements se sont poursuivis jusqu'à la veille de l'accostage, avec notamment une mission de combat aérien contre des Mirage de l'armée de l'Air.

En tout, 160 exercices dans les trois domaines de lutte – antiaérienne, antinavire et anti-sous-marine – ont été réalisés, avec un rythme moyen de trente vols par jour. « Grâce à ces entraînements intenses, le GAN a retrouvé son plus haut niveau opérationnel, un an après le retour de Libye, conclut le contre-amiral Coindreau. C'est au prix de cette exigence que la marine française est capable de fournir, sous faible préavis, une force à la mer et une capacité de projection de puissance significatives n'importe où dans le monde. »

Cynthia Glock

ARMÉES[♦] D'AUJOURD'HUI

RECONVERSION

UN TREMPLIN VERS LA VIE CIVILE



issus des trois armées et de la gendarmerie, dans le cadre d'une formation adaptée à leur projet professionnel pour leur reconversion. « Les forces armées ont la particularité de disposer d'un personnel dont la moyenne d'âge est de 32 ans, explique le colonel Stéphane Chalmin, chef de corps du CMFP.

Chaque année, plus de 15 000 militaires sous contrat quittent les rangs des armées. Souvent jeunes, ils sont amenés à se lancer dans une seconde carrière. Le Centre militaire de formation professionnelle (CMFP) dispense à 2 000 d'entre eux une formation pour apprendre un nouveau métier.

Agenouillé sur le sol d'une salle de bains, Laurent Fricheteau s'applique à poser des carreaux de faïence. Après dix ans de service dans l'armée de Terre, ce brigadier-chef apprend les bases du métier d'agent d'entretien du bâtiment au Centre militaire de formation professionnelle (CMFP) de Fontenay-le-Comte (Vendée), pour débiter une seconde carrière, dans le monde civil.

Chaque année, le CMFP – qui est le centre de formation de Défense mobilité – accueille près de 2 000 militaires,

La majorité d'entre eux sont des contractuels qui ont servi entre cinq et quinze ans dans l'institution. Parmi eux, certains possèdent des compétences militaires qui ne sont pas transposables

dans le civil, à l'instar d'un tireur d'élite ou d'un pilote de char. D'autres souhaitent se réorienter professionnellement. Notre centre a ainsi pour mission de les former à un nouveau métier, correspondant à leur projet professionnel, et sanctionné par un titre professionnel reconnu par l'État. »

Le CMFP propose une quarantaine de formations, couvrant sept grands secteurs d'activité parmi les plus porteurs en termes d'emploi : bâtiment, industrie, ou encore services à la personne... Et l'Association pour la formation professionnelle des adultes (Afp) met à disposition du centre des



Les stagiaires en reconversion professionnelle à Fontenay-le-Comte bénéficient d'une quarantaine de formations dispensées par des formateurs qualifiés. Le centre dispose d'autant d'ateliers équipés offrant les dernières évolutions technologiques de chaque métier.

formateurs, tous issus du monde de l'entreprise, et qui sont en permanence en contact avec leur secteur professionnel d'appartenance. Ils délivrent leur enseignement au sein de quelque quarante ateliers équipés en conséquence et adaptés aux dernières évolutions technologiques. En amont de ces formations qualifiantes, le CMFP propose également des sessions bilan orientation et des stages de remise à niveau scolaire qui permettent aux militaires d'aborder leur transition

professionnelle dans les meilleures conditions. En plus de la formation professionnelle assurée par l'encadrement de l'Afpa, les stagiaires bénéficient d'un cadre militaire qui leur est familier. « *Le CMFP est un sas de transition entre les mondes militaire et civil*, souligne le colonel Chalmin. *Notre objectif est que chacun d'entre eux reparte avec un titre professionnel et un emploi !* » Une cellule de préparation au retour à la vie civile est à la disposition des stagiaires pour ■■■

Défense mobilité, pour la valorisation des compétences

Défense mobilité a été créée en juin 2009 afin de renforcer la qualité de l'accompagnement des candidats à un emploi dans le secteur privé ou la fonction publique. Cette agence à compétence nationale organise la transition professionnelle du personnel militaire et civil de la Défense, ainsi que de leurs conjoints, à l'aide d'un processus d'accompagnement personnalisé liant information, orientation, formation et placement. En 2011, 25 000 militaires ont utilisé ses services. Parmi eux,

4 000 ont pu bénéficier d'une des nombreuses formations professionnelles proposées, dont la moitié au CMFP.

La structure a consacré 8,11 millions d'euros à la formation professionnelle. 75% des militaires qui ont quitté les armées en 2011 et qui étaient accompagnés par Défense mobilité ont trouvé un emploi dans les six mois suivant leur départ.

Près de 50 entreprises et 10 fédérations professionnelles sont des partenaires privilégiés.

Les formations dispensées par le CMFP portent entre autres sur les métiers du bâtiment, secteur porteur en termes d'emploi.



« Les valeurs militaires telles que l'esprit d'équipe et le goût de l'effort répondent aux attentes des chefs d'entreprise. »

■■■ faciliter les démarches administratives de fin de service et une cellule « relations entreprises » les assiste dans leur recherche d'emploi. Celle-ci organise régulièrement des rencontres grâce à son réseau de partenaires. « Le CMFP nous met à disposition son carnet d'adresses. Cela facilite énormément nos recherches dans le monde civil », explique le second maître David Dufosse, un ancien marin-pompier qui se reconvertisse comme agent d'entretien du bâtiment. Nous sommes dégagés de toute la partie administrative liée à notre départ, qui est prise en charge par le centre. Cela nous permet de nous consacrer exclusivement à notre formation et donc de préparer efficacement ce tournant dans notre vie professionnelle. »

Cet apprentissage dans un milieu militaire présente également un autre avantage pour certains stagiaires : « Il n'y a pas de problème de discipline, tout le monde est là pour décrocher un titre professionnel et un emploi, commente le brigadier-chef Fricheteau. De plus, ici, à la différence de Pôle emploi ou d'une formation professionnelle en milieu civil, on nous connaît. Ce n'est pas impersonnel. Le CMFP nous apporte un très grand soutien à la fois administratif et humain. Les chefs de section nous aident énormément. »

Car le véritable point fort du CMFP réside dans l'action et l'investissement des cadres de proximité. « Nous sommes leurs interlocuteurs privilégiés, explique l'adjudant Séverine Tricoire, chef de section. Nous les encadrons et les guidons dans leurs démarches auprès des entreprises, en les aidant

par exemple dans la rédaction de leur CV, de lettres de motivation. Nous les entraînons également aux entretiens d'embauche, avec des exercices de simulation filmés. Parfois, des chefs d'entreprise y participent. » Les chefs de section ont également un grand rôle à jouer pour relativiser le passage dans le monde civil. « Ils sont nombreux à nourrir des inquiétudes. Beaucoup se sont engagés à l'âge de 18 ans et ne connaissent que l'armée. Certains ont du mal à tourner la page. Alors nous discutons avec eux. Je les rassure en leur expliquant que les valeurs acquises au cours de leur carrière militaire sont des atouts pour l'entreprise », poursuit l'adjudant Tricoire.

Effectivement, ce savoir-être est très apprécié des employeurs. « Les valeurs militaires telles que l'esprit d'équipe, le goût de l'effort ou la disponibilité sont recherchées car elles répondent aux attentes des chefs d'entreprise, explique le colonel Chalmin. Tous les patrons me le disent : le titre de formation que nous délivrons est essentiel, car il prouve que nos stagiaires possèdent les bases du métier. Le savoir-être militaire, c'est la marque de fabrique de l'armée. Certains patrons, dans des branches sous tension, viennent directement recruter chez nous ! »

En 2011, près de 95 % des stagiaires ont ainsi obtenu un titre professionnel délivré par le ministère du Travail. Et dans les six mois qui ont suivi la formation, 92 % d'entre eux ont signé un contrat de travail.

Carine Bobbera

ARMÉES  **D'AUJOURD'HUI**

06/08 LE GÉNÉRAL JEAN-PAUL PALOMÉROS EN POSTE À L'OTAN

Chef d'état-major de l'armée de l'Air depuis 2009, le général d'armée aérienne Jean-Paul Paloméros a été désigné pour prendre la tête du Commandement suprême allié transformation, basé à Norfolk, aux États-Unis. Le général Paloméros succèdera au général d'armée aérienne Stéphane Abrial, en poste depuis 2009. Il prendra ses nouvelles fonctions fin septembre. Le Commandement suprême allié transformation (ACT) est

l'un des deux commandements stratégiques de l'Alliance atlantique avec le Commandement suprême des forces alliées en Europe (Saceur), basé à Mons, en Belgique. L'ACT est chargé de promouvoir la transformation et l'interopérabilité des forces armées de l'Alliance atlantique. Il mène également des réflexions sur les évolutions en termes de capacités militaires et sur les défis futurs auxquels sera confrontée l'Otan.



11/07 JACQUES FEYTIS, DRH DU MINISTÈRE

Au cours d'un Conseil des ministres, le contrôleur général des armées Jacques Feytis a été nommé directeur des ressources humaines du ministère de la Défense, succédant à Jacques Roudière.

Depuis 2009, il occupait le poste de directeur général adjoint de l'Association nationale pour la formation professionnelle des adultes. Ancien officier de l'armée de Terre, il a suivi la 55^e session de l'IHEDN.

15-18/07 LE MINISTRE DE LA DÉFENSE EN VISITE EN ASIE CENTRALE

Jean-Yves Le Drian, le ministre de la Défense, a effectué une tournée de trois jours en Asie centrale pour évoquer le retrait logistique des troupes françaises présentes sur le théâtre afghan. Lors de ce voyage, différents accords ont été conclus. Au Kazakhstan, les discussions ont porté sur le passage du matériel français et notamment sur le transit du fret aérien en partance d'Afghanistan, vers l'aéroport de Chymkent. En Ouzbékistan, des accords ont été signés portant notamment

sur le transit de containers par voies ferroviaires depuis Termez. Jean-Yves Le Drian s'est aussi rendu en Afghanistan où il a rencontré le président Hamid Karzaï. Sur le camp de Warehouse, à Kaboul, il a visité le centre de maintenance des véhicules où quelque 800 moyens de transport français doivent être reconditionnés avant de quitter l'Afghanistan. Il s'est également déplacé en Kapisa à la rencontre des militaires français déployés à Nijrab. Le ministre a conclu sa tournée au Tadjikistan.



11/07 CITATION POUR LA CELLULE D'AIDE AUX BLESSÉS DE L'ARMÉE DE TERRE

La Cellule d'aide aux blessés de l'armée de Terre (Cabat) a reçu une citation à l'ordre de la division des mains du chef d'état-major de l'armée de Terre, le général d'armée Bertrand Ract-Madoux, lors d'une cérémonie organisée à l'îlot Saint-Germain. Une première pour une unité

non-combattante. Cette mise à l'honneur rend hommage à l'investissement de la Cabat auprès des blessés. Placée sous l'autorité du gouverneur militaire de Paris, cette unité créée en 1993 a pour rôle d'assurer un soutien, dans la durée, des blessés en opérations.

01/08 FRANÇOIS LE PULOC'H DEVIENT DIRECTEUR DU SERVICE NATIONAL

François Le Puloc'h a pris ses fonctions de directeur du Service national après avoir été nommé à ce poste en Conseil des ministres, sur proposition de Jean-Yves Le Drian, ministre de la Défense, en juillet. Cet

administrateur civil hors classe était auparavant inspecteur civil de la Défense, chargé de l'inspection du personnel civil. François Le Puloc'h est officier de l'ordre national du Mérite et chevalier de la Légion d'honneur.



09/07 TIR D'UN MISSILE DE CROISIÈRE NAVAL

C'est avec succès que la Direction générale de l'armement a réalisé le premier tir complet d'un missile de croisière naval (MdCN). Cet essai a été effectué au centre DGA Essais de missiles, basé à Biscarosse, dans les Landes. Doté d'une portée de plusieurs centaines de kilomètres, ce MdCN est

destiné à frapper avec précision des objectifs situés au cœur du dispositif ennemi. Il est notamment adapté à des missions de destruction d'infrastructures de haute valeur stratégique. Le MdCN équipera les frégates multimissions à partir de 2014 et les sous-marins Barracuda d'ici à 2017.

01/08 LE GÉNÉRAL MERCIER NOMMÉ CEMAA CHEF D'ÉTAT-MAJOR DE L'ARMÉE DE L'AIR

Le général de corps aérien Denis Mercier a été nommé, sur décision du Conseil des ministres, chef d'état-major de l'armée de l'Air (Cemaa). Succédant au général Jean-Paul Paloméros, qui occupait ce poste depuis le 25 août 2009, il prendra ses nouvelles fonctions le 17 septembre et sera élevé au grade de général d'armée aérienne. Jusqu'à présent, il était chef du cabinet militaire du ministre de la Défense. Pilote de chasse sur Mirage 2000, le général Denis Mercier a notamment commandé la base aérienne 112 de Reims et les écoles



d'officiers de l'armée de l'Air à Salon-de-Provence. Marié et père de trois enfants, il est officier de la Légion d'honneur et officier de l'ordre national du Mérite.



12/08 SEPT MÉDAILLES REMPORTÉES PAR DES SPORTIFS DE LA DÉFENSE AUX JO

Parmi les 34 médaillés français aux Jeux olympiques de Londres, 7 sont des sportifs de haut niveau de la Défense.

Médaillés d'or

Julie Bresset (VTT/cross-country).
Émilie Fer (canoë-kayak, slalom K1).
Canonnier Florent Manaudou (50 m nage libre).

Maréchal des logis-chef Alain Bernard (relais 4 x 100 m nage libre).

Médaillé d'argent

Mickaël d'Almeida (cyclisme, piste vitesse par équipe).

Médaillés de bronze

Matelot Jonathan Lobert (voile, dériveur Finn)
Audrey Tcheuméo (judo, moins de 78 kg).

DOSSIER

À LA RENCONTRE DU PATRIMOINE





Le patrimoine est un héritage qui définit l'identité d'une communauté, l'expression d'une mémoire commune. Au-delà de son périmètre matériel, il s'inscrit aussi dans la langue, dans les traditions, dans la façon d'être. À l'instar d'autres institutions, la communauté militaire dispose d'un héritage culturel d'une grande richesse. La Défense s'est dotée d'une organisation pour le conserver et le faire vivre. À l'occasion des désormais traditionnelles Journées européennes du patrimoine, Armées d'aujourd'hui présente quelques aspects de cet univers.

Dossier réalisé par Domitille Bertrand

DANS

**Contrôleur général
des armées Éric Lucas,
directeur de la mémoire,
du patrimoine
et des archives (DMPA).**



SGA

Que signifie pour vous la notion de patrimoine ?

Il faut avant tout préciser tout ce qu'englobe le patrimoine. On y retrouve à la fois l'immobilier ancien et récent, les infrastructures, tout ce qui appartient au domaine culturel, tant matériel qu'immatériel, avec les traditions, les tenues, les chants, la musique, les archives, le mobilier, les œuvres d'art... la liste est longue ! Il ne s'agit nullement d'une notion passéiste : le patrimoine est l'héritage du passé, le quotidien d'aujourd'hui et il englobe déjà ce que nous léguons à nos successeurs demain. Ce qui fait la force de la politique patrimoniale et mémorielle du ministère de la Défense, c'est sa cohérence à travers ces trois volets : passé, présent et futur.

Pourquoi un organisme dédié à la gestion du patrimoine au sein de la Défense ?

Il y a plusieurs raisons. Tout d'abord, seuls deux organes de l'État gardent la responsabilité de leurs propres archives : le Quai d'Orsay et la Défense, pour des raisons évidentes de confidentialité, et également parce qu'elles sont, aujourd'hui encore, des mines d'informations tactiques et stratégiques. De plus, il faut savoir d'où l'on vient pour savoir où l'on va : il est très important, notamment dans un monde où tout s'accélère, que l'on puisse s'appuyer sur les symboles historiques qui forment les racines des armées. C'est ce qui contribue à donner aux hommes et aux femmes qui servent quotidiennement dans les forces une identité forte. Enfin, nous sommes chargés de veiller sur le patrimoine militaire sous tous ses aspects, historiques et pratiques : entretien et mise aux normes des bâtiments, promotion, investissements...

LE PATRIMOINE TOUS SES ÉTATS

Quels sont les objectifs et les missions de la Direction de la mémoire, du patrimoine et des archives (DMPA) ?

Notre premier enjeu est la conservation des archives dans la durée. Par exemple, aujourd'hui, nous devons veiller au rattachement des ordres d'opération d'Afghanistan, car ils représentent de futures archives, au même titre que les lettres échangées entre Louis XIV et ses armées en son temps ! Nous travaillons à y sensibiliser chacun. Ensuite, nous veillons à la

« Il est très important, notamment dans un monde où tout s'accélère, que l'on puisse s'appuyer sur les symboles historiques qui forment les racines des armées. »

préservation des édifices : de grands chantiers sont en cours, comme la rénovation des façades du château de Vincennes, la passation de l'hôtel de la Marine au musée du Louvre... Nous effectuons aussi les inventaires, dans les unités, du mobilier et des tableaux de maîtres : il s'agit d'un important travail de recensement. Le Service historique de la Défense (SHD), qui dépend de la DMPA, gère quant à lui les archives. Nous avons aussi une tutelle sur les musées d'armes, des liens avec les délégués du patrimoine, une équipe qui gère toutes les demandes de financement et d'investissement, ainsi que des spécialistes qui travaillent aux coéditions. Cela représente une trentaine de personnes, alors nous ne chômons pas !

Quel rôle tenez-vous dans la construction du site de Balard, le grand chantier en cours ?

L'une de nos missions prioritaires, à l'heure actuelle, est de donner une âme à Balard. Ce lieu militaire est chargé d'histoire : anciens terrains d'atterrissage, base de la Direction générale de l'armement... Nous devons faire en sorte que le déménagement des différentes structures ne soit pas un déracinement. Le patrimoine

est extrêmement important et ne doit pas être perdu. C'est pourquoi nous réfléchissons aux noms que nous donnerons aux bâtiments, au mobilier et aux objets qui seront installés, aux plaques commémoratives à replacer, pour rappeler au personnel de la Défense ses racines et l'his-

toire de l'institution. Il faut redonner une profondeur aux lieux, afin de ne pas perdre la mémoire de ceux qui ont œuvré avant nous.

Balard représente l'armée du ^{xxi}e siècle, mais sans pour autant faire table rase du passé ! Chaque état-major arrivera avec son histoire, ses valeurs, ses exemples. La symbolique est capitale : nous voulons unir l'extrême modernité avec l'histoire et ses valeurs – l'engagement, le courage, le patriotisme, la devise de la République et les principes de liberté que véhicule la France. S'installer sans état d'âme dans l'avenir, en prenant le meilleur du passé ! ■

ICÔNES

Canons 75 mm modèle 1897 **Le sacre du son**

Emblème de la puissance militaire française, le canon 75 mm modèle 1897 est une célèbre pièce d'artillerie de campagne de l'armée de Terre française ayant servi pendant les deux guerres mondiales. Il fut le premier canon à tir rapide de son époque, capable de tirer 20 coups à la minute. Aujourd'hui, par tradition, deux d'entre eux sont chargés d'une mission bien particulière : tirer 21 coups sur l'esplanade des Invalides lors de la cérémonie d'investiture du nouveau chef de l'État. Ces tirs à blanc sont effectués au rythme de 6 coups par minute. Un cérémonial qui rappelle les 101 coups de canon qui annonçaient la mort du roi et l'avènement de son successeur sous l'Ancien Régime. ■



RÉMI CONNAN/DICOD



JOHANN PESCHEL/MARINE NATIONALE

DES ARMÉES

La Belle Poule **Lignée célèbre**

Une bien *Belle Poule* que la frégate construite entre mars 1765 et début 1767 et dont le nom aurait été choisi par Louis XV en hommage à un corsaire dont il voulait perpétuer le souvenir. Une seconde frégate du même nom fut lancée en 1802, puis une troisième en 1834. Depuis 1932, une nouvelle *Belle Poule*, affectée comme goélette-école à Brest, sillonne toujours les mers. Missions aux Antilles et en océan Indien sous Louis XV, aux Indes sous le Consulat, retour des cendres de Napoléon I^{er}, participation à la guerre de Crimée, engagement dans les Forces navales françaises libres en 1940, et, depuis 1945, mission de formation des élèves officiers... La *Belle Poule* est un nom incontournable dans l'histoire de la Marine française. ■

Patrouille de France **Mission acrobaties**

L'aventure débute en 1931 avec la création de la patrouille d'Étampes, premier groupe de voltigeurs militaires, mais ce n'est qu'en 1953 que la Patrouille acrobatique de France (PAF) est officiellement baptisée Patrouille de France. Aujourd'hui composée de 9 pilotes et 32 mécaniciens, elle s'entraîne durant l'hiver en vue de participer aux manifestations aériennes prévues l'été. Considérée comme l'une des meilleures formations acrobatiques au monde, la PAF a pour mission de représenter la France à l'étranger. Si sa prestation la plus connue reste celle du 14 Juillet, elle en exécute de nombreuses autres : cette année, entre le 30 avril et le 14 octobre, la Patrouille effectue pas moins de 72 représentations en France et dans le reste du monde. ■



L'ESP

Ci-contre : Gustave Eiffel a participé à la construction des hangars de la base aérienne d'Istres en 1919.

À droite : Vauban considérait la citadelle de Lille comme la plus belle et la plus achevée du royaume.

Ci-dessous : la Corderie de Rochefort est née de la volonté de Louis XIV et de Colbert, désireux de créer une puissante flotte de guerre.

BA 125 ISTRES/ARMÉE DE L'AIR



CRIT DES LIEUX



DANIEL RAPACH/VILLE DE LILLE

Istres-le-Tubé

La piste historique

La base aérienne 125 d'Istres-le-Tubé a été bâtie en 1917 par l'armée de l'Air française dans le but de former rapidement des pilotes ensuite envoyés dans des écoles de perfectionnement. C'est aux ingénieurs Gustave Eiffel et Ferdinand Arnodin que l'on doit, en 1919, la construction des hangars à l'imposante charpente aérienne. À partir de 1954, l'activité de l'école connaît un essor important du fait des guerres d'Indochine puis d'Algérie. Sa piste de 5000 mètres est la plus longue d'Europe. Aujourd'hui encore, sept unités y sont opérationnelles. ■

Lille

La reine des citadelles

Pour assurer la défense de la capitale des Flandres, Vauban a choisi d'édifier, en 1668, une fortification à l'ouest de la ville, au confluent de la Deûle et du Bucquet, dans une zone marécageuse qu'il serait difficile d'assiéger. Glacis, courtines, casemates et bastions, tous les éléments d'architecture de forteresse sont réunis selon le plan hexagonal qui a fait la renommée du génial urbaniste militaire. De 1871 à 2010, la citadelle a abrité le 43^e régiment d'infanterie, unité de tradition de Lille. L'état-major du Corps de réaction rapide-France est aujourd'hui implanté sur ce site prestigieux inscrit à l'inventaire des monuments historiques. ■



SYLVAIN ROUSSILLON/CIM CORDERIE ROYALE

Rochefort

Dans les cordes de la Marine

La Corderie royale, classée monument historique depuis 1967, se trouve dans l'arsenal maritime de Rochefort. Construit de 1666 à 1669 sous la direction de l'architecte François Blondel, ce bâtiment est l'un des plus anciens de la ville. Pour compenser l'instabilité du terrain, l'édifice de 374 mètres de long est posé sur un radeau de poutres de chêne. C'est en ce lieu qu'étaient réalisés les cordages de la marine royale. Partiellement détruite par un incendie en 1944, la Corderie de Rochefort a été restaurée en 1976. Elle abrite aujourd'hui le Centre international de la mer et accueille de nombreuses expositions. ■

L'HISTOIRE



DOMINIQUE VIOLA / SHD

E POUR TOUS

Pour répondre à l'intérêt croissant du grand public pour la mémoire et l'histoire, la Défense mène une politique de mise à disposition de ses archives. Symbole de cette ouverture, le site Internet Mémoire des hommes propose une quantité exceptionnelle de documents parmi lesquels plus de 1,3 million de fiches de soldats morts pendant la Première Guerre mondiale ainsi que des journaux d'unités.

A l'heure où de plus en plus d'amateurs éclairés, aux côtés de chercheurs institutionnels, se tournent vers l'histoire et les traces patrimoniales laissées au cours des siècles, la Défense développe autour de l'histoire et de la mémoire des outils modernes et accessibles à tous. Objectif : continuer à faire vivre les événements et les hommes qui ont fait de notre société ce qu'elle est aujourd'hui, et participer à ce qu'elle sera demain.

La mémoire et le souvenir font partie intégrante du patrimoine d'une nation. Les monuments sur les places des villages ainsi que les commémorations en représentent la partie visible. « Depuis près d'une dizaine d'années, on observe un regain d'intérêt des Français pour leur histoire, les archives, les musées... constate le général Olivier Paulus, chef du Service historique de la Défense (SHD). Nous constatons une recrudescence des demandes concernant les archives. Par exemple, beaucoup de gens s'intéressent aujourd'hui à la généalogie. Étant donné que la plupart des hommes effectuaient leur service militaire jusqu'à la professionnalisation, il est notoire que chacun peut retrouver des traces de ses aïeux dans nos archives. »

L'essor des nouvelles technologies et les différentes crises qui secouent la société expliquent en partie ce besoin de rechercher ses racines, de réaffirmer un passé. Cela est d'autant plus vrai pour le monde de la Défense qui a subi de nombreux changements ces vingt dernières années et a su s'adapter aux nombreuses réformes. « Les militaires sont de plus en plus attachés à des signes visibles d'appartenance – insignes, uniformes du passé, etc. – qui sont à la fois une manière de s'ancrer dans une histoire et un moyen de reconnaissance dans un monde où tout va extrêmement vite », témoigne le lieutenant-colonel Christophe Poujol, du SHD. « Nous donnons à la mémoire une place extrêmement importante, parce

qu'elle répond à une demande exponentielle d'un public toujours plus large, mais également parce que c'est un moyen d'accompagner le changement, d'éclairer le chemin, ajoute pour sa part le général Paulus. Les décideurs s'appuient toujours davantage sur la connaissance de l'histoire et de la mémoire au travers des enseignements historiques, militaires, scientifiques et techniques pour préparer l'avenir. » Aujourd'hui encore, à côté du retour d'expérience des opérations actuelles, l'étude de certaines batailles, classiques ou asymétriques, constitue des leçons de tactique ou de stratégie pour la génération présente.

De nombreux services se sont développés, au sein de la Défense, pour permettre à tous de replonger dans les archives, textes et photos, laissées en héritage au fil des années. À l'initiative et sous l'autorité de la Direction de la mémoire, du patrimoine et des archives, le SHD a été un contributeur du site Internet Mémoire des hommes développé par le Secrétariat général pour l'administration. Destiné à mettre en ligne une quantité exceptionnelle d'informations et de documents issus des fonds d'archives et des collections du ministère, il contient par exemple les fiches de plus de 1,3 million de militaires morts pour la France au cours de la Première Guerre mondiale, ainsi que les journaux des unités. La base de données est enrichie en permanence et tous les conflits du xx^e siècle y sont traités. À la fois source d'information et lieu virtuel chargé d'histoire, Mémoire des hommes est aussi, en quelque sorte, un mémorial pour rendre hommage à tous ceux qui, par leur sang versé, ont fait la France d'aujourd'hui. C'est pourquoi l'on retrouve sur le site la liste évolutive des noms des soldats tombés en opération depuis 1963. Et ils continueront, dans le futur, à témoigner auprès de la société du service rendu par les hommes et les femmes de la Défense, pour la France. Le chef du SHD de conclure : « Car le soldat n'a de sens que s'il émane de la nation, et donc d'une mémoire collective. » ■



REMI CONNAN/DICOD



BA 721

La spécificité des tenues des militaires s'explique par la nécessité de marquer les différents corps d'appartenance. Ci-dessus : le 1^{er} régiment de spahis défile pour le 14 Juillet. Ci-contre : des élèves sous-officiers de l'armée de l'Air. À droite : matelots de la mission *La Fayette*.

PRESTIGE DE L'UNIFORME



AURÉLIE FAVA/MARINE NATIONALE

L'uniforme n'est pas l'apanage des militaires, même si le port de la tenue est de moins en moins prégnant dans la fonction publique (justice, poste, douanes, etc.). Pour autant, l'uniforme est constitutif de l'état de soldat, opposé à celui de rebelle armé, de partisan ou de mercenaire.

La dotation d'une tenue spécifique pour les militaires s'explique, de tout temps, par la nécessité de marquer visuellement une distinction entre les forces armées et la population civile, l'armée ennemie et, en interne, au sein des forces amies. À l'époque moderne, bien avant l'apparition des transmissions, le commandement à la voix, à vue des troupes, justifiait les couleurs et les formes d'équipements très marquées, permettant la reconnaissance immédiate des belligérants. Lors de la Première Guerre mondiale, le développement du camouflage fait naître la tenue de combat, différente de celle de sortie ou d'apparat. Les insignes apparaissent sur les véhicules et les tenues pour marquer l'appartenance à une unité. Épaulettes, sabre, coiffe colorée ou emplumée, les uniformes de parade reflètent l'esprit de corps des armées et la tradition qui irrigue l'esprit militaire. Elles contribuent en interne à asseoir l'identité de l'institution et, vis-à-vis de la société civile, conservent bien vivant le prestige des hommes d'armes. ■

PAROLES ILS CONNAISSENT



AURÉLIE FAVA/MARINE NATIONALE

ET MUSIQUE LA CHANSON

Patrimoine vivant en perpétuelle évolution, le chant et la musique militaires jouent toujours leurs deux rôles principaux : soutenir les soldats dans l'effort et participer à la cohésion des troupes.

Les armées constituent une institution originale qui, au ^{xxi}^e siècle, utilise toujours la musique dans le cadre professionnel. Chaque armée dispose de formations (musique, batterie-fanfare, bagad, etc.) qui rythment la vie des casernes et des bases. Donner le tempo aux combattants, signaler l'assaut ou semer la peur chez l'ennemi, les buts de la musique au combat sont multiples et remontent à l'Antiquité. Le buccin succède à la lyre, la cornemuse rivalise avec le cor, le fifre s'accorde au son du tambour. Organisée en France sous Louis XIV, la musique investit les casernes et les ports au ^{xviii}^e siècle pour marquer les rendez-vous quotidiens du soldat : réveil, repas, arrivée du courrier, cérémonies diverses, etc. alors que la technologie d'armement efface les instruments des champs de bataille. Formés au Conservatoire militaire de musique de l'armée de Terre de Versailles, un millier de musiciens des trois armées participent à la vie de leurs unités d'appartenance

ou sont affectés dans des formations spécialisées comme la musique principale des troupes de marine (Satory), celle des équipages (Toulon) ou la musique de l'Air (Paris). Dédiées aux manifestations protocolaires ou de relations publiques, elles sont particulièrement appréciées des Français qui ne se lassent pas de leurs prestations aux cérémonies nationales. Quant au chant, sa pratique dans les armées est toujours vivace. Qu'il stimule le trainard, cadence le pas d'une troupe, participe à la gaieté ou la nostalgie d'une soirée au bivouac,

exprime l'appartenance à une promotion ou à une arme, le chant est un facteur spontané de cohésion. Compte tenu de la masculinité du fait guerrier, les refrains militaires abordent pour la plupart des thèmes virils : la guerre, la mer, les femmes (la fiancée éloignée ou la proche Madelon), la chasse,

le vin, la patrie. Les chants aux paroles d'abord griffonnées sur un carnet, puis édités en recueils, parfois enregistrés et commercialisés, se gravent dans les mémoires. Soldats en retraite comme anciens appelés en sont témoins. Ce patrimoine constitue une tradition vivante en perpétuelle évolution : pour preuve, la Marine s'est dotée d'un hymne en 2011. Les paroles connaissent également, par touches successives, des aménagements pour coller à l'histoire des unités.

Le chant militaire forme un patrimoine à part entière. Loin d'être sclérosé, il alimente et se nourrit de timbres et d'airs traditionnels. *La Marseillaise* est ainsi primitivement chant de guerre passé dans le registre populaire jusqu'à devenir hymne national en 1879.

Si les recueils de la Marine et de l'armée de Terre sont particulièrement étoffés, l'armée de l'Air, de tradition plus récente, possède également un répertoire propre, notamment en école de formation. De l'incorporation à la retraite, le militaire a toujours en tête ou sur les lèvres un air à fredonner...

PARLEZ-VOUS MILITAIRE?

Fleuri et imagé, l'argot militaire constitue une langue à part entière toujours renouvelée. Aux traditionnels mots étrangers et patois qui ont enrichi le registre lexical du soldat au cours des siècles, s'ajoutent aujourd'hui acronymes et anglicismes. Tout un poème...

« L'ordinaire doit être warad dans une demi-heure. Le premier que je vois crassusser passera au trapèze. »* Pour le « milouf » (militaire), l'ordre est clair. Si vous êtes « peks » (civil)... vous n'avez sans doute rien compris. C'est un fait, le jeune soldat devient rapidement bilingue. L'argot militaire a de multiples origines, mais comme toute langue bien

vivante, il continue d'évoluer au fil du temps. Certaines expressions ont passé de mode, d'autres ont changé de sens, mais une chose est sûre : il n'est pas mort !

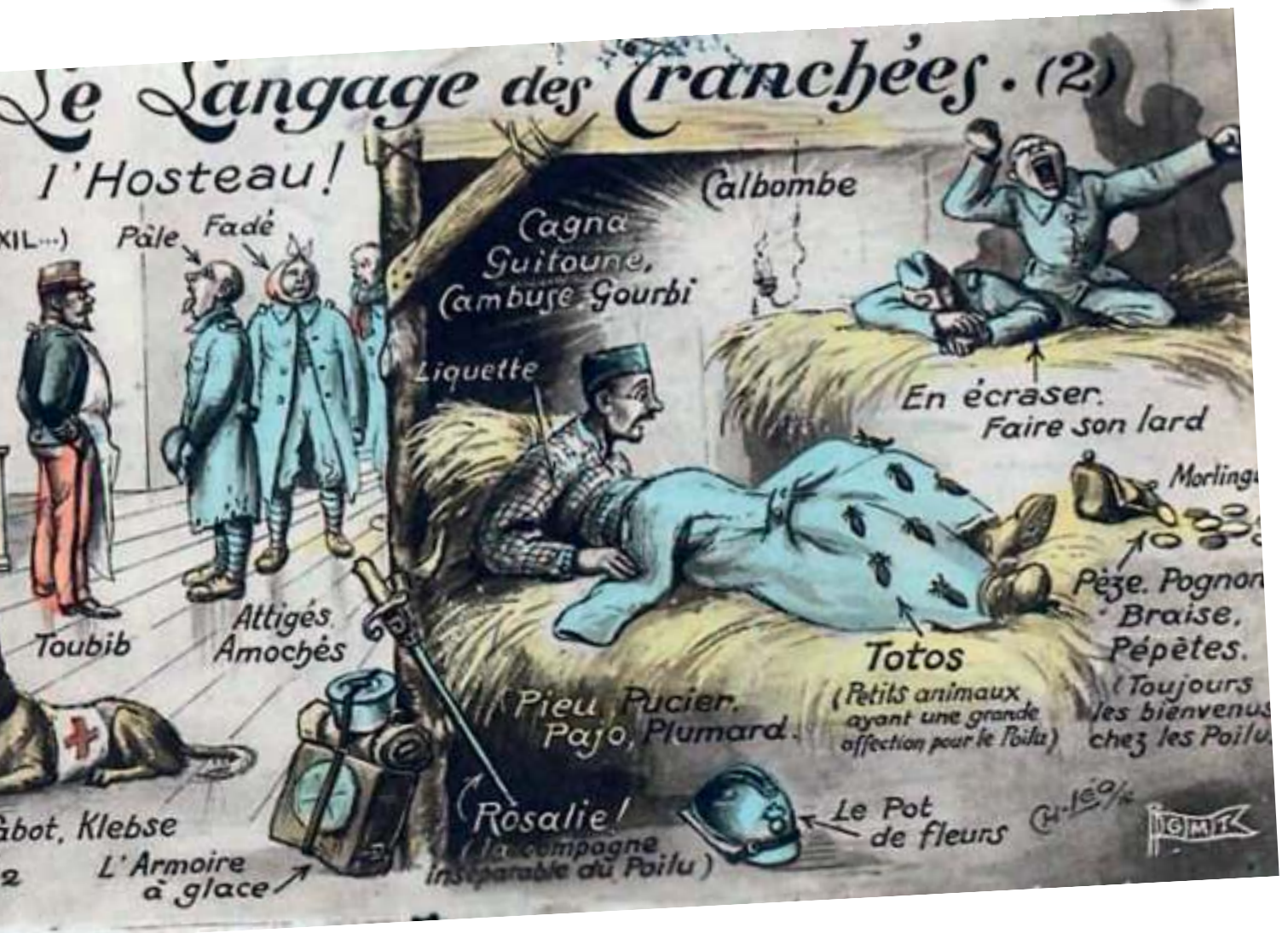
L'évolution est assez curieuse, et va dans deux sens : certains mots, issus du patois des régions ou de la langue ennemie, entraient dans la « famille militaire » en même temps que les conscrits... pour ressortir des casernes à la fin du service, et parcourir campagnes et cités. Ainsi, l'expression « prendre la quille » nous vient de loin : lorsque les fonctionnaires pénitenciers rentraient de Guyane, ils effectuaient la traversée à bord du bateau nommé *La Quille*. Par extension, « prendre la quille », aujourd'hui, c'est partir à la retraite ! Un certain nombre d'ex-

pressions ont été rapportées des campagnes d'Indochine et d'Algérie. Si certaines, comme « kawa » (café), « bled » (village), sont passées dans le langage courant, la plupart sont restées dans les cercles régimentaires, sur les bases ou à bord des navires : ainsi, « chouffer » (surveiller, observer dans l'armée de Terre, tandis qu'un « chouf » ou « chouffa » dans la Marine désignait autrefois la vigie), « chibani » (« l'ancien ») ou « djebel » (vaste étendue inhospitalière propice aux entraînements), nous sont arrivés des anciennes colonies nord-africaines.

Depuis cinquante ans, deux nouvelles sources alimentent le vocabulaire riche des « biffins » (Terre), « gonfleurs d'hélice » (Air) ou des « matafes » (Marine). Les acronymes d'une part, de plus en plus nombreux, donnent parfois naissance à des mots dont on oublie vite l'origine, comme RAS (Rien à signaler) à employer dès que tout va bien : « Ça va ? RAS ! » (nuancé de « RAS en tourelle » chez les blindés ou « RAS dans le *thaweg* ! » pour les fantassins). Les TIG (travaux d'intérêt général, prononcez tige) sont les corvées d'entretien des bâtiments... Ou encore, très présente dans les écoles, l'expression « c'est la LEM » évoque la loi de l'emmerdement maximum... Les



HISTORIAL DE LA GRANDE GUERRE, PÉRONNE (SOMME)



expressions officieuses ont aussi leurs acronymes ! En second lieu, l'internationalisation entraîne l'entrée d'anglicismes dans l'argot militaire : lorsqu'un soldat « droppe le djebel », il marche rapidement sur le terrain (cela signifie aussi se presser). La « lose » anglaise concurrence également la fameuse LEM. Si elles possèdent une base linguistique commune, les trois armées et leurs unités usent aussi d'un vocabulaire spécifique. « Romain » (légionnaire) ou « marsouin » (de l'infanterie de marine), « tringlot » (du train) ou « fraise des bois » (parachutiste) disposent chacun d'un jargon compartimenté. La hiérarchie – le « pacha » (commandant de bateau), le « cipal » (maître principal), le « commanche » (quatre galons de l'armée de Terre) et le « bichef » (brigadier-chef) – offre une pléiade d'appellations imaginées. Chez les pilotes, la distinction traditionnelle des grandes familles entre les bleus (chasseurs) et les verts (bombardiers) tend à disparaître avec l'apparition du camouflage gris du Rafale multirôle. Et il convient d'éviter les faux-amis : si le moustache désigne un espion, le moustachu est, dans son domaine, un expert reconnu. Se montrer « souple sur les pattes arrières » n'indique pas une aptitude physique exceptionnelle mais la

capacité de s'adapter à une situation inattendue. Impossible de tout énumérer ici, d'expliquer pourquoi le lampiste devient « caporal des douches » et qu'untel se traduit par « Majpro du guidon »... D'une manière générale, dans les armées comme dans d'autres institutions socioprofessionnelles, l'utilisation d'un vocabulaire propre est l'expression d'une identité revendiquée et assumée. Très imagé, parfois vert et impertinent, le jargon des armées est un facteur pérenne de cohésion que ni la récente professionnalisation, ni les réformes successives du ministère ne mettent en danger. ■

* « La salle de restauration doit être propre dans une demi-heure. Le premier que je vois échapper à cette activité sera puni. »

Pour aller plus loin

Affirmatif, la vie militaire, de Xavier Thiébaud, 2010, éd. Chifflet et Cie.

Le grand dictionnaire de l'argot militaire, de Jean-Marie Cassagne, 2008, éd. Little Big Man.

L'Argot de guerre, d'Albert Dauzat, 2007, éd. Armand Colin

Découverte

LES JOURNÉES DU PATRIMOINE

Derrière les portes, au fond des cours, sous nos pieds, au-dessus de nos têtes, dans l'ombre ou en pleine lumière, de nombreux trésors de mémoire sont à découvrir les 15 et 16 septembre dans le cadre des Journées européennes du patrimoine qui ont cette année pour thème les patrimoines cachés.

En France, un certain nombre de sites seront gratuitement accessibles au public. Petite liste non-exhaustive.

- **Base aérienne 278** (Ambérieu-en-Bugey, Ain). Visite guidée, présentation d'aéronefs anciens, exposition de peinture et baptême de l'air.
- **Ancienne école de médecine navale** (25, rue de l'Amiral-Meyer, Rochefort, Charente-Maritime). Visite découverte commentée (réservation recommandée au 05 45 99 59 57).
- **Fort de Querqueville** (Querqueville, Manche). Ouverture exceptionnelle de l'hémicycle et des casemates, accès à la terrasse.



Fort de Querqueville



SITE DE BRÉCOURT

Parc de Brécourt

- **Parc de Brécourt** (Équeurdreville, Manche). Ouverture exceptionnelle du parc à combustible et accès à une rampe de missile V1 de la Seconde Guerre mondiale.
- **Sémaphore Saint-Julien** (21, boulevard Chanard, Quiberon, Morbihan). Visite guidée par groupes de huit personnes.
- **Château de Brest** (rue du Château, Brest, Finistère). Salles du donjon entièrement restaurées, nouvelle muséographie, exposition de peinture, visite des souterrains.
- **École militaire** (1, place Joffre, Paris 7^e). Visite libre ou commentée, exposition bibliophile, animation équestre, concerts à la chapelle.
- **Hôtel de la Marine** (2, place de la Concorde, Paris 8^e). Visite guidée d'une heure par groupes de cent personnes.
- **Château de Vincennes** (Vincennes, Val-de-Marne). Visite libre ou commentée, archives, ouverture exceptionnelle des courtines, animations historiques sur le thème de la Grande Armée.
- **Accès à tous les musées d'armées et de spécialités.** ■

NE CHERCHEZ PLUS ARMÉES D'AUJOURD'HUI



À COMPTER DU 1^{ER} OCTOBRE VOTRE MAGAZINE NE SERA PLUS DISPONIBLE DANS VOS KIOSQUES HABITUELS

NE PERDEZ PAS LE FIL DE L'ACTUALITÉ DE LA DÉFENSE : ABONNEZ-VOUS !

① RENSEIGNEMENTS AU SERVICE ABONNEMENT : 01 49 60 52 44

Abonnez-vous

Chaque mois, découvrez nos *forces en action*, les enjeux de notre stratégie de défense, les facettes de l'industrie et des technologies de l'armement. Participez aux débats des armées et renforcez votre culture militaire. Avec ses 68 pages et sa version online, *Armées d'aujourd'hui* est le magazine indispensable de ceux qui veulent des repères pour la défense d'aujourd'hui.

Abonnement	Public			Personnel de la défense*		
	France	Dom-Tom par avion	International par avion	France	Dom-Tom par avion	International par avion
1 an (10 n°)	20 €	30 €	35 €	15 €	25 €	30 €
2 ans (20 n°)	35 €	55 €	65 €	25 €	45 €	55 €

* Personnel de la défense, réserviste, étudiant, lycéen, correspondant défense (sur justificatif).

BULLETIN D'ABONNEMENT

Nom et prénom Grade ou fonction

Adresse Localité Code postal

Renseignements statistiques

Âge Profession Secteur d'activité Nom de l'entreprise

Abonnement souhaité

☐ Normal ☐ Spécial* ☐ France ☐ Étranger/Dom-Tom/Par avion

☐ 1 an ☐ 2 ans Nombre d'exemplaires

* Personnel de la défense, réserviste, étudiant, lycéen, correspondant défense (sur justificatif).

ARMÉES D'AUJOURD'HUI

Joindre à la commande le règlement à l'ordre de : M. l'agent comptable de l'ECPAD, et envoyer celui-ci à :

ECPAD / Service abonnements, 2 à 8 route du Fort / 94205 Ivry sur Seine CEDEX. Tél. : 01 49 60 52 44 - Fax : 01 49 60 59 92. Email : routage-abonnement@ecpad.fr

Les informations recueillies dans ce document sont nécessaires au traitement de votre commande et destinées à nos services internes. Elles ne sont en aucun cas communiquées et peuvent donner lieu au droit d'accès et de rectification prévu par l'article 27 de la loi du 6/01/1978.

CAP SUR LES PHARES

Aujourd'hui automatisés, les 150 phares français assurent toujours la signalisation des côtes. Le musée de la Marine à Paris rend actuellement hommage à ces sentinelles de la mer à travers une exposition temporaire.

Ci-contre : le phare de Cordouan, à l'embouchure de l'estuaire de la Gironde. Commandé par le roi Henri III et achevé en 1611, il est le plus ancien phare de France encore en activité.

À droite : en 1901, Paris est la capitale des phares. Ils y sont dessinés, conçus, fabriqués puis acheminés en pièces détachées.



Cordouan, Ar-Men, Kéréon, La Jument... Ils portent des noms mythiques qui invitent à la rêverie. En pierre, en béton ou en métal, les phares, monuments incontournables de notre patrimoine maritime, peuplent notre imaginaire. Le long du littoral français métropolitain et d'outre-mer, on en dénombre 150, dont 25 en pleine mer. Si, aujourd'hui, d'autres techniques pour se repérer sont utilisées par les navigateurs, les phares témoignent d'une aventure technologique et humaine hors du commun. Le musée national de la Marine a choisi de la raconter à travers une exposition originale. L'histoire de ces édifices commence avec la construction de l'impressionnant phare de Cordouan, à l'embouchure de l'estuaire de la Gironde, commandé par Henri III à Louis de Foix, mais achevé

sous Louis XIII, en 1611, par François Beuscher. Ce premier sémaphore français, au sens maritime, politique et architectural, sera pendant deux siècles et demi à la pointe de la technologie. Aux ^{xvii}^e et ^{xviii}^e siècles, d'autres «tours à feux» sont construites sur les îles de Ré, d'Oléron et d'Ouessant pour assurer la signalisation des côtes et pour garantir la défense du littoral.

Avancée technologique

1819 marque un tournant décisif avec l'invention de la lentille à échelon par Augustin Fresnel. Grâce à un jeu de prismes, cette innovation permet d'augmenter l'éclat et la blancheur des lampes à huile. L'exposition, à travers un dispositif intitulé le «ballet des optiques», rend un lumineux hommage à cette avancée technologique, la rotation des lentilles plongeant le visiteur dans le monde d'ombres et de lumières

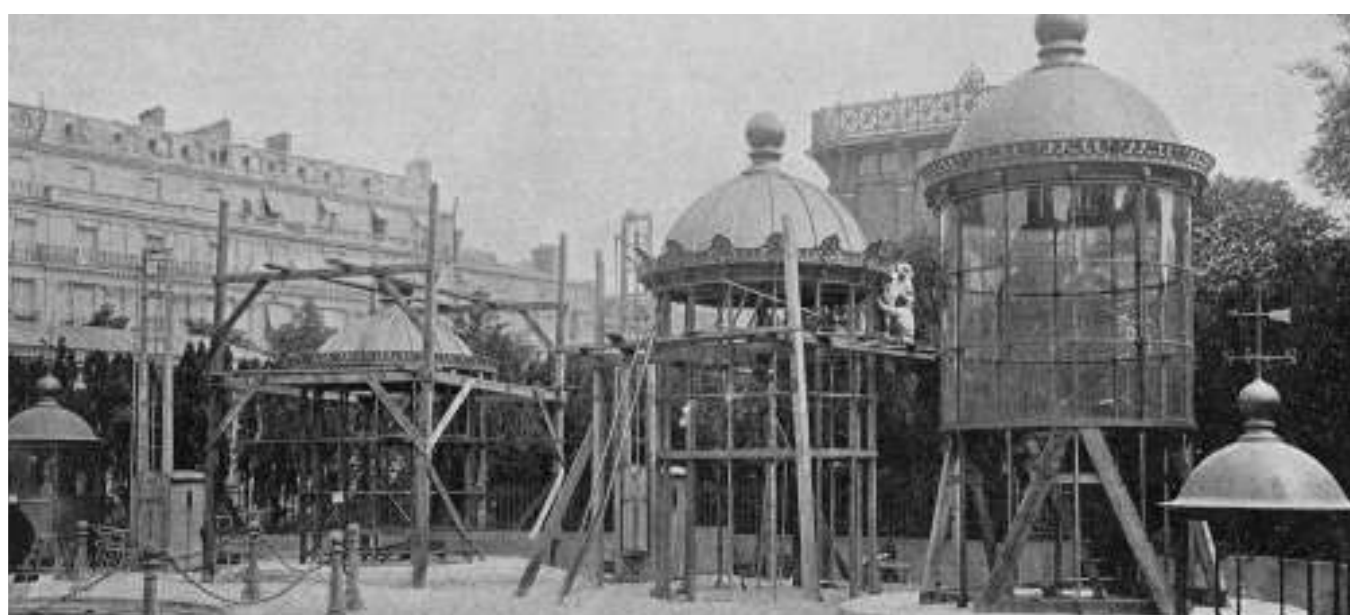
des phares. Cette prouesse technologique va s'imposer dans toutes les nations maritimes. S'ouvre le temps «des phares étoiles», que Jules Michelet évoque dans *La Mer* : «Pour le marin qui se dirige d'après les constellations, ce fut un ciel de plus [que la France] fit descendre. Elle créa à la fois planètes, étoiles fixes et satellites, mit dans ces astres inventés les nuances et les caractères différents de ceux de là-haut.»

En 1800, la France comptait une quinzaine de phares. Soixante-dix ans plus tard, on en dénombre 291, édifiés sur la côte, mais aussi en pleine mer, à l'image d'Ar-Men, dont la construction à l'extrémité de la chaussée de Sein durera quinze ans, de 1867 à 1881. Mais curieusement, tout au long du siècle, c'est Paris qui fait figure de capitale des phares : Fresnel y mène ses expériences pour valider le principe de sa lentille, tandis que le Service

des phares et balises s'installe au Trocadéro. Paris, la Ville lumière, est le centre d'un foisonnement d'idées tant scientifiques que technologiques qui vont faire évoluer les phares au cours du ^{xix}^e siècle. L'exposition met en valeur le laboratoire et l'usine que constitue la capitale à cette période. Le phare métallique Amédée est ainsi conçu et construit en pièces détachées à Paris pour être acheminé jusqu'en Nouvelle-Calédonie !

Tenir une nuit de plus

Mais, plonger dans l'univers des phares, c'est également s'intéresser aux gardiens, qui ont largement contribué à leur mythe. Ces hommes, dont le métier a aujourd'hui disparu, ont donné vie quotidiennement aux feux de la mer. Isolés, vivant dans des conditions souvent rudes, ils sont les acteurs d'aventures héroïques. La chambre de veille du phare des ■■■



« On sentait les vibrations remonter en haut de la tour à chaque déferlante... C'était une grosse tempête de nord-ouest... »



B. RUBINSTEIN

■■■ Héaux de Bréhat a été reconstituée pour que le visiteur puisse imaginer leurs conditions de vie. Dans une courte vidéo, un des anciens gardiens, François Jouas-Poutrel, témoigne de son expérience un jour de tempête : « C'était début 1970. À l'époque, j'étais tout jeune. Le temps était tellement mauvais que le gardien en chef m'avait demandé de faire le quart dans la lanterne, face à l'optique, pour veiller le feu à pétrole. [...] Je n'étais pas rassuré. On sentait les vibrations remonter jusqu'en haut de la tour, à chaque déferlante. [...] C'était une grosse tempête de nord-ouest en Manche. J'essayais de me rassurer en me disant que cela faisait près de 130 ans que le phare des Héaux tenait, il allait bien tenir une nuit de plus... » À proximité est exposée la photographie de Jean Guichard prise en mer d'Iroise le 21 décembre 1989 :



MARINE NATIONALE - CPAR BREST

on y voit le gardien du phare de la Jument, Théodore Malgorn, qui, intrigué par le bruit de l'hélicoptère qui survole le sémaphore, ouvre la porte d'entrée alors qu'une vague monstrueuse déferle sur la tour... À partir des années 1990, les phares sont progressivement automatisés. L'évacuation des deux derniers gardiens a lieu en 2004, à Kéréon, en mer d'Iroise. Aujourd'hui, 33 phares français métropolitains sont ouverts au public et attirent chaque année 600 000 personnes, dont 160 000 pour le seul phare des Baleines, sur l'île de Ré. Nul doute que grâce à cette exposition, d'autres curieux devraient bientôt les visiter.

Carine Bobbera

RENSEIGNEMENTS

Musée de la Marine, jusqu'au 4 novembre 17, place du Trocadéro, 75016 Paris. Ouvert tous les jours de 11 h à 18 h sauf le mardi. Tarifs : plein 9 €, réduit 7 €, 3-6 ans 3 €, 7-18 ans 5 €. www.musee-marine.fr

Ci-dessus : le phare de la Vieille sécurise le passage du raz-de-Sein dans le Finistère. Ci-dessous : le phare de Goury, également appelé phare de la Hague, dans la Manche. À gauche : lentille du phare d'Ar-Men situé à la pointe ouest de la Bretagne. En bas à gauche : miroir de Buffon et lentille de Fresnel.



SÉBASTIEN DONDAIN / MUSÉE NATIONAL DE LA MARINE

BRUNO PLANCHAIS / MARINE NATIONALE





**actuellement
en kiosque**



Décembre 1953 - Tonkin

Le colonel Vanuxem, en compagnie de ses officiers, étudie la situation tactique sur une carte d'état-major lors de l'opération « Gerfaut », menée au Tonkin, pendant la guerre d'Indochine.

ECPAD

Tactique et stratégie militaires ou l'art de la guerre

Si la tactique est « l'art de disposer les troupes » au contact de l'ennemi, la stratégie, elle, prépare le combat au-delà du champ de bataille. L'accroissement du nombre de combattants et l'augmentation de la portée des armes font que ces deux concepts deviennent plus interdépendants.

Si, dans le vocabulaire courant, la notion de stratégie s'est étendue bien au-delà du domaine militaire, celle de tactique y demeure plus étroitement associée. On parle ainsi de stratégies commerciales, mais on préfère évoquer des « techniques » de vente, là où on pouvait attendre le mot « tactique », trop militaire, et quelque peu chargé de résonances péjoratives : dire d'un homme politique qu'il est un bon tacticien n'est pas nécessairement un compliment. En fait, le langage commun a surtout intégré la hiérarchie entre les deux termes.

De l'Antiquité aux Lumières

Or cette hiérarchie est relativement récente. Tactique vient du grec *taktikhê*, « art de disposer les troupes », et, de l'Antiquité jusqu'au début du siècle des Lumières, le mot est synonyme d'art de la guerre en général. Le comte de Guibert, en 1772, dans son *Essai général de tactique*, l'entend encore ainsi. Mais il distingue la « tactique élémentaire », art de manœuvrer bataillons et régiments, de la « grande tactique » qui concerne le mouvement

des armées. Cette dernière expression sera progressivement remplacée par le mot stratégie qui apparaît au même moment. Ce qui distingue alors ces deux registres, c'est qu'ils relèvent de méthodes de raisonnement différentes. Pour les Lumières, la pratique de la tactique élémentaire demande des connaissances en géométrie. La stratégie, elle, selon Joly de Maizeroy qui inventa le terme

en 1771, exige que l'on maîtrise le plus haut domaine de la pensée qu'il nomme « dialectique ». Il faut attendre l'extrême fin du XVIII^e siècle pour que la distinction entre les deux notions s'inscrive véritablement sur le terrain. La tactique devient l'art de combattre au contact de l'ennemi, la stratégie manœuvre hors de sa portée et prépare la bataille afin de la livrer dans les conditions les plus favorables. Cette conception systématique aura la vie dure. En 1937, l'amiral Castex pouvait encore écrire : *« Stratégie en deçà et au-delà du combat, tactique pendant le combat, dès que les armes agissent et jusqu'à ce qu'elles cessent d'agir. »*

Violence guerrière

Mais l'idée d'une manœuvre hors de portée de l'ennemi ne prend véritablement son sens que dans un contexte où l'essentiel de la violence guerrière s'exerce sur le lieu consensuel du champ de bataille. Au XVIII^e siècle, les Français ruminèrent longtemps la défaite de Rossbach, en 1757, lorsque leur armée, surprise en ordre de marche, fut écrasée par celle de Frédéric II. Une telle distinction entre tactique et stratégie ne pouvait résister à l'accroissement des effectifs, à la naissance des fronts, à l'augmentation de la portée des armes, puis à l'apparition de l'aviation. Stratégie et tactique devinrent alors de plus en plus interdépendantes.

Aujourd'hui, le but de la tactique demeure toujours de gagner au combat. Mais son domaine tend à se restreindre car le passage du tactique au stratégique est devenu de plus en plus fluide. La mort de militaires occidentaux tombés dans une embuscade en Afghanistan entraîne des conséquences stratégiques et politiques immédiates. Le décès de civils déclenche des effets relevant du même registre. C'est dire que l'action du moindre soldat dépasse rapidement le cadre de ce que l'on entendait traditionnellement par tactique. Cette prise de conscience a fait naître une expression : celle de « caporal stratégique ».



DOMINIQUE VIOLA / DICO

THIERRY WIDEMANN
chargé d'études à l'Institut de recherche
stratégique de l'École militaire (Irssem)

VOS ANCÊTRES À TRAVERS LES ARCHIVES MILITAIRES

Le Service historique de la Défense (SHD) est, avec le Service interministériel des archives de France et la Direction des archives du ministère des Affaires étrangères, l'un des trois services d'archives de l'État. Il conserve, classe,

valorise et communique au public quelque 380 kilomètres linéaires d'archives produites par les armées depuis l'Ancien Régime. Ainsi, que l'un de vos ancêtres ait été hussard, poilu, blessé de guerre, incorporé de force, résistant, ouvrier des arsenaux ou

garde-chiourme, il fait partie des millions d'individus dont il est possible de retrouver la trace au SHD. Ce petit guide a pour enjeu d'indiquer la méthode à suivre pour retrouver le parcours de cet ancêtre, qu'il ait côtoyé de près ou de loin, volontairement ou par accident, le monde militaire. Un ouvrage clair et très précis rédigé par deux spécialistes des études documentaires et de la conservation du patrimoine.

Sandrine Heiser et Vincent Mollet, édité par le SHD, 136 p., 15 €



LECLERC ET L'INDOCHINE Stratège militaire et génie politique



Libérateur de Paris et de Strasbourg, le général Leclerc est resté dans les mémoires l'homme du « serment de Koufra ». Pourtant, dès juin 1945, commence pour Leclerc l'une des missions les plus périlleuses de sa carrière militaire : la libération de l'Indochine. Dépêché par le général de Gaulle, Leclerc se heurte rapidement à l'opposition des Alliés qui refusent le retour à la situation d'avant-guerre, mais aussi à la radicalisation du nationalisme vietnamien. L'historien Axel Rappolt retrace ce dernier engagement du général Leclerc : ses négociations avec les Chinois en février 1946, puis avec les Vietnamiens en mars de la même année, ses désaccords avec l'amiral d'Argenlieu, les pressions de Blum et de Ramadier pour qu'il accepte

le poste de haut-commissaire, puis, quelques mois avant sa disparition accidentelle, son ultime refus d'entamer une carrière politique. Un ouvrage novateur qui souligne la clairvoyance de l'ancien commandant de la 2^e DB.

Axel Rappolt, éd. Economica, coll. Guerres et guerriers, 234 p., 19 €

BRÉTIGNY, BASE D'EXCELLENCE

La base aérienne 217 de Brétigny-sur-Orge a fermé le 31 août. Créée en 1938, cette plate-forme aéronautique a connu un essor spectaculaire au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, avec l'implantation du Centre d'essais en vol. C'est là que furent testés les grands prototypes de l'armée de l'Air, comme le SO-6000 Triton, le premier avion à réaction français. Le 26 juin dernier, le drapeau de la base a été symboliquement rendu au chef d'état-major de l'armée de l'Air. L'emprise de ce site chargé d'histoire sera progressivement confiée à d'autres services de l'État. Un album souvenir pour les passionnés d'aéronautique et ceux qui ont connu et aimé la BA 217.

Natacha Eijckmans, éd. Privat, 144 p., 32 €



DES GUERRES ET DES HOMMES Idées reçues sur 25 siècles de conflits



Penser la guerre est toujours difficile. Elle renvoie tous ceux qui s'y essaient à penser tout à tour, et ensemble parfois, le courage et la cruauté, la noblesse et l'abjection. Pour cette raison, l'image même de la guerre a toujours produit des pensées obscures mêlant passions et préjugés. L'enjeu de cet essai est précisément de repenser quelques-uns de ces préjugés. La guerre est-elle vraiment une affaire d'hommes ? Est-elle l'incarnation du mal ? Ou la continuation de la politique par d'autres moyens ? Certaines guerres sont-elles justes ? Incisif et stimulant, cet ouvrage écrit par deux officiers supérieurs analyse certaines idées reçues, trompeuses ou légitimes, sur les hommes et la guerre.

Marc de Fritsch et Olivier Hubac, éd. Le Cavalier Bleu, coll. idées reçues, 208 p., 18 €

COMPRENDRE LA GUERRE Histoire et notions

Depuis de nombreuses années, *Armées d'Aujourd'hui* ouvre ses colonnes à des universitaires spécialistes de stratégie et de doctrines militaires. Les lecteurs fidèles ont compris qu'il s'agit de la rubrique « Perspectives Histoire », qui a pour ambition de relayer les découvertes et les recherches des historiens et

des sociologues théoriciens de la guerre. Laurent Henninger et Thierry Widemann, tous deux chargés d'études à l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire, sont contributeurs réguliers de cette rubrique. Dans *Comprendre la guerre*, ils ont sélectionné une cinquantaine d'articles parus dans le magazine qui éclairent tous les aspects – politiques, juridiques, psychologiques – de la guerre.

Laurent Henninger et Thierry Widemann, éd. Perrin, coll. Tempus, p.240, 8 €

